

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU

Droit donné à chaque époux de saisir les salaires de l'autre

(Loi du 13 Juillet 1907, articles 7 et suivants)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Juin 1911, à 3 heures de l'après-midi

PAR

R. GAUDRIOT

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU

Droit donné à chaque époux de saisir les salaires de l'autre

(Loi du 13 Juillet 1907, articles 7 et suivants)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Juin 1911, à 3 heures de l'après-midi

PAR

R. GAUDRIOT



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES SPÉCIAUX

CREVOISIER. — *Le libre salaire de la femme mariée.*

LE COURTOIS et SURVILLE. — *La loi de 1907 sur le libre salaire de la femme mariée.*

LALOU. — *Droits de la femme mariée (loi du 13 juillet 1907).*

COLIN et LEGRAND. — *Des produits du travail dans le mariage.*

BAUDRY et HOUQUES. — *Traité des personnes*, 2^e éd., t. III.

PLANIOL.. — *Traité élémentaire*, 5^e éd., t. III.

VALÉRY. — *La femme commerçante et la loi de 1907.*

GÉNY. — *Les biens réservés de la femme d'après le Code civil allemand.*

REVUES ET OUVRAGES GÉNÉRAUX

Revue critique de législation et de jurisprudence, 1908. — PICHON, « La loi de 1907 ».

Annuaire de législation française, 1908. — LYON-CAEN, « La loi du 13 juillet 1907 ; — La femme mariée allemande. »

- Bulletin de la Société de législation comparée*, 1908. — LÉON ADAM, « Note sur l'application de la loi du 13 juillet 1907. »
- Revue trimestrielle de droit civil*, 1907. — SOURDOIS, « Les droits de la femme sur les produits de son travail. »
- 1909, CHÉRON, « La contribution aux charges du ménage. »
- Annales du droit commercial*, 1907.
- Lois nouvelles* 1907. — DE LA GRASSERIE, « Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. »
- Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, 1907, 1908.
- Journal officiel*, 1907.
- Moniteur des juges de paix*, 1907-08-09.
- Recueil périodique de procédure civile*, 1907-08-09-10.
- Annales des justices de paix*, 1908-09-10.
- Journal des Greffiers des justices de paix*.
- Journal des juges de paix*.
- Pandectes françaises*.
- DALLOZ. — *Recueils*.
- SIREY. — *Recueils*.
- Gazette du Palais*.
- Gazette des tribunaux*.
- Le Droit*.
- La Loi*.

THÈSES

- PORTEMER. — Paris, 1909, *Gains et salaires de la femme mariée*.
- MORIDE. — Paris, 1908, *Les modifications apportées par la loi de 1907*.

GASTALDI. — Paris, 1908, *Le libre salaire de la femme mariée*.

MORIN. — Caen, 1908, *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*.

BINET. — Nancy, 1904, *La femme dans le ménage*.

PERCEAU. — Paris, 1908, *Le libre salaire de la femme mariée*.

PLUM. — Paris, 1910, *La compétence du juge de paix*.

DAMEZ. — Lyon, 1905, *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*.

BRUNEL. — Montpellier, 1910, *La femme mariée et les charges du ménage*.

Du Droit donné à chaque époux de saisir les salaires de l'autre

INTRODUCTION

Le mariage entraîne pour chacun des époux des devoirs et des charges qui sont énumérés et imposés par le Code civil aux chapitres V et VI au titre du mariage, et qui comprennent les obligations des conjoints vis-à-vis de leurs enfants et l'obligation alimentaire réciproque des époux. La place que fait le Code à chacun d'eux est trop restreinte et les moyens qu'il dicte pour en assurer l'exécution sont insuffisants, sacrifiés qu'ils sont par l'importance exagérée que donne le Code à l'autorité maritale.

Chacun des époux est tenu de ces charges pour moitié et éventuellement pour le tout, dans le cas où l'autre conjoint tomberait dans la misère ; mais cependant, ils peuvent par une clause de leur contrat fixer toute proportion qu'ils voudront pour la part que devra supporter chacun d'eux.

En examinant dans leur ensemble les différents régimes matrimoniaux, on s'aperçoit vite de la prépondérance dont jouit le mari. Il dispose de toutes les ressources du ménage, c'est lui qui règle en grand maître les dépenses ; mais s'il a la jouissance de tous les revenus, sa fortune supporte aussi toutes les charges et sa contribution est sans limites. Sur ce point le mari n'a pas à première vue le beau rôle, surtout si l'on songe à toutes les garanties accumulées contre lui pour préserver la dot de sa femme.

Celle-ci au contraire, plus privilégiée, voit sa contribution limitée aux biens qu'elle apporte, c'est-à-dire à sa dot. Sous le régime légal, elle n'est tenue que sur ses biens entrant en communauté et les conventions matrimoniales peuvent encore modifier sa responsabilité. Sous le régime exclusif de communauté, la femme confie tous ses biens au mari, à charge de régler les dépenses du ménage, mais seuls ses revenus en répondront. Le régime dotal limite sa part des charges à quelques revenus abandonnés à forfait. Sous tous ces différents régimes, la question de l'obligation pour la femme de prendre sa part des frais ne se pose pas, puisque le mari usufruitier de ses biens ou de ses revenus supporte seul les charges du ménage.

Dans d'autres cas, que la femme gère elle-même sa fortune, qu'elle soit séparée de biens judiciairement ou conventionnellement, qu'elle ait conservé des parapher-naux, elle doit remettre entre les mains de son époux la somme fixée soit par le jugement soit par la loi ou le

contrat (art. 1448, 1537, 1575) et le mari peut agir contre elle pour l'y obliger (1).

En résumé, quel que soit le régime matrimonial adopté, c'est toujours le mari qui a la disposition des revenus du ménage et si la responsabilité de la femme est limitée à quelques biens ou à quelques revenus, encore cette garantie deviendra-t-elle illusoire dans certains cas. Si le mari dilapide ses biens au point de laisser le ménage sans ressources, la femme doit engager ses propres, prendre au besoin sur son capital pour assurer la vie du foyer ; tout cela résulte des articles 203 et 212 du Code Civil et l'article 1448 ajoute : « Elle doit supporter entièrement « tous ces frais s'il ne reste rien au mari. »

Devant la toute puissance de ce dernier, la femme n'a pas d'armes suffisantes pour rappeler à l'ordre un époux oublieux de ses devoirs, elle ne peut s'immiscer dans le règlement des dépenses de son foyer. Qu'elle ait un époux débauché, incapable ou prodigue, quelles ressources a-t-elle ? Des moyens extrêmes que l'on hésite à employer ! La séparation de corps et le divorce en effet ne devraient intervenir que quand il n'y a plus rien à espérer du mari ; ils désorganisent la famille, rompent tous ses liens et ne seront souvent qu'un remède pire que le mal surtout s'il y a des enfants.

La séparation de biens elle-même sera insuffisante, ce ne

(1) C. de Douai, 19 janv. 1897, D. 97. 2. 191. — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, t. III, n° 1436, — Douai, 2 juin 1852. S. 53. 2. 215,

sont là que des moyens longs et coûteux, et même si la femme, pauvre ou peu fortunée obtient l'assistance judiciaire, les lenteurs de la procédure n'en subsisteront pas moins et resteront encore un obstacle trop grand en cas d'urgence.

En somme la femme n'est pas l'associée du mari, elle n'a que l'espoir de le devenir comme on le disait déjà dans l'ancien droit : *uxor non est propria socia, sed speratur fore* ; elle est à peine chez elle et comme Pothier le faisait déjà remarquer elle est en pension chez son mari (1). Quels remèdes à cette situation créée par le Code ? nous n'en trouvons guère de pratiques et la femme se trouve dans l'alternative de faire des dettes ou de désertier le domicile conjugal.

La jurisprudence et la doctrine s'étaient efforcées de remédier autant que possible à cette situation sans y arriver toutefois complètement ; des lacunes et des inégalités subsistaient encore et faisaient sentir la nécessité d'une loi nouvelle.

Deux cas sont à envisager : celui d'époux vivant en commun, et celui d'époux séparés de fait.

Pour le premier, la jurisprudence reconnut tout d'abord à la femme séparée de biens le droit d'affecter elle-même ses revenus aux dépenses du ménage quand l'imprévoyance ou la prodigalité du mari faisaient craindre qu'il ne

(1) Pothier, *Traité de la communauté*, n° 464.

les détournât de leur but (1). La solution est logique et cependant tous les auteurs ne l'ont pas admise ; Laurent (2) refuse à la femme tout droit dans l'administration de la communauté, comme aux tribunaux toute possibilité de relever le mari de ses droits. « Avant de s'enquérir de ce que l'équité désire, dit Laurent, il faut voir ce que le droit permet. La femme doit remettre ses revenus au mari en vertu d'une convention et les tribunaux peuvent-ils rompre ces conventions? » Et en parlant des arguments donnés pour autoriser la femme à régler les dépenses, Laurent ajoute : « Ce sont là des arguments dignes d'un fournisseur mais indignes d'un jurisconsulte. »

La jurisprudence n'a pas étendu cette réforme qui eût été une arme si utile contre un mari oublieux de ses devoirs (3) et d'ailleurs celle-ci était insuffisante car si la femme avait le droit de garder ses revenus, elle n'en avait aucun sur ceux de son mari et pourtant souvent il lui eût été nécessaire de conserver les uns et les autres.

La théorie du mandat tacite fut très heureusement développée par la jurisprudence et nous avons sur ce point de nombreuses décisions qui ont permis à la femme

(1) Caen, 8 avril 1854, D. P., 52. 2. 427. — Guillouard, *Du contrat de mariage*, t. III, p. 532.

(2) Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXIII, p. 447. — En sens contraire : Sériziat, *Régime dotal*, n° 329 ; — Odier, *Du contrat de mariage*, t. III, n° 1465 ; Rodières et Pont, t. III, n° 696.

(3) C. de Nancy, 6 juillet 1895. D. 96. 2. 184.

de mieux assurer l'existence des siens (1). La femme a mission de s'occuper de la famille, elle est préposée par son époux à tous les besoins du ménage, elle est son représentant.

Il se trouve donc tenu en qualité de représenté, de mandant et c'est en son nom que chaque dette prend naissance. Le mandat tacite se présume ; le mari pourrait sans doute le révoquer, mais si une révocation peut dans de petits pays avoir quelque efficacité, celle-ci sera nulle dans les grandes villes où la femme peut toujours s'adresser à d'autres fournisseurs ; il faudrait de plus au mari faire la preuve que ces fournisseurs ont eu connaissance de sa révocation.

Déjà, avant la loi du 13 juillet 1907, quelques femmes, celles de militaires et d'ouvriers, avaient pu bénéficier d'un régime spécial. Pour les premières, en effet, quelques avis du Conseil d'État des 22 décembre 1807, 11 janvier 1808 et du 2 février de la même année avaient permis aux ministres de la guerre et de la marine de faire une retenue sur les pensions de leur mari. Une loi plus récente, celle du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, dans son article 3, ne soumettait pas à la restriction du dixième saisissable et du dixième cessible les pensions alimentaires des articles 203, 205, 206, 207, 214

(1) Poitiers, 23 déc. 1889. D. 90. 2. 360. — Civ. Cas., 12 janv. 1874. D. 74. 1. 153. — Aix, 3 mars 1887, et Cas., 16 juillet 1889, D. 91. 1. 158, — Paris, 11 mai 1874. D. 75. 2. 41,

et 349 du Code civil. La femme était seule à saisir huit dixièmes et sur cette partie, au moins, elle évitait le concours des autres créanciers. Une femme créancière d'aliments pouvait donc saisir les salaires de son mari quel que fût leur chiffre ou son traitement s'il ne dépassait pas deux mille francs et avoir recours à la compétence du juge de paix. Un procédé si simple et si peu coûteux aurait dû être généralisé.

Mentionnons encore les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895 qui donnaient à la femme une certaine liberté pour effectuer des dépôts ou des retraits à la caisse d'épargne, et encore deux systèmes proposés par la doctrine et qui ont eu en leur faveur quelques décisions judiciaires ; nous voulons dire : la théorie de l'enrichissement sans cause et l'action oblique qui auraient permis de poursuivre directement le mari après une révocation du mandat tacite dont jouit sa femme (1).

La deuxième hypothèse est celle où les époux sont séparés de fait. En principe le Code ni la jurisprudence n'admettent une situation qui est une atteinte aux articles du Code (2). Mais cette séparation peut être due à l'inconduite ou aux mauvais traitements, l'un des deux époux peut avoir déserté pour l'une de ces causes le domicile conjugal, faut-il alors faire supporter à l'autre le poids des fautes de son conjoint ?

(1) Baudry, Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, n° 502.
— Besançon, 25 juillet 1866, D. 66 2. 150.

(2) Cas., 17 janv. 1874. — S. 74. 1. 214.

La jurisprudence a compris que dans ces cas il n'en pouvait être ainsi. Les coups, l'entretien d'une concubine au foyer conjugal, le refus par le mari de fournir à sa femme « tout ce qui lui est nécessaire suivant ses facultés et son état » sont des cas suffisamment graves pour légitimer l'éloignement de la femme (1). La séparation peut encore être le fait du mari qui a chassé sa femme ou abandonné son foyer. La jurisprudence a admis que toutes les fois où l'abandon du ménage ne sera pas imputable à la femme, celle-ci pourra réclamer une pension qui lui serait refusée dans le cas contraire (2). Dans tous ces cas, la pension accordée par les tribunaux le sera en tenant compte des ressources de chacun des époux, de leur situation, de l'existence et du nombre d'enfants (3).

En résumé, la jurisprudence avait bien essayé de combler les lacunes du Code mais quelques points étaient encore à modifier. Les moyens employés n'étaient pas accessibles à tous, ils étaient longs, coûteux et entre les différentes décisions, ne régnait pas une harmonie parfaite. La femme pauvre surtout, ou peu fortunée, et c'est la majorité, était sacrifiée dans tout cet ensemble de lois et de jurisprudence ; des époux qui n'ont rien ou à peu près ne font pas de contrat ; l'idée d'aller devant le tribunal effraie.

(1) Pau, 8 mai 1891. S. 91. 2. 3. — Cas. 2 janv. 1874. S. 77. 1. 257. — Paris, 31 mars 1873. S. 74. 2. 1. — Cas., 12 janv. 1874. D. P., 74. 1. 153.

(2) Tissier, note sous Cas. 1^{er} février 1909. — S. 1910. 1. 209.

(3) En sens contraire pour les enfants : Wahl, note S. 1902-2-129.

L'opinion et les idées s'étaient modifiées sur la situation de la femme avec la transformation de la vie et M. Tissier pouvait dire justement : « Celui qui sur le rôle de la « femme mariée, dans la famille, en France, sur ses « droits et ses pouvoirs concernant les intérêts pécuniaires « de son ménage, ne connaît que les textes de notre loi « en a certainement une idée bien fausse et on peut « affirmer que ces textes ne sont plus en harmonie ni avec « notre façon de penser, ni avec notre façon de « vivre » (1).

La loi de 1907 est venue compléter et simplifier l'œuvre de la jurisprudence ; nous étudierons dans une première partie quelles sont ces dispositions ; puis dans une seconde nous passerons en revue quelques législations étrangères et nous verrons dans la conclusion si cette loi tant attendue a vraiment atteint son but.

(1) *Bull. de la Société d'études législatives*, 1901-02, séance du 20 février 1902.

PREMIÈRE PARTIE

La loi de 1907 (articles 7 et suivants)

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI

La loi du 13 juillet 1907 comprend deux parties : la première est relative au libre salaire de la femme mariée, la seconde à la contribution des époux aux charges du ménage.

Cette loi de 1907 est l'expression d'un long et grand mouvement féministe et d'une série de petites lois antérieures toutes insuffisantes et incomplètes; elle est le résumé d'une suite de projets et de dispositions dont quelques uns ont eu cependant les honneurs de la discussion sans toutefois aboutir.

Mouvement féministe ; en effet depuis plusieurs années

ne voyons nous pas les femmes être employées de plus en plus dans les administrations, le commerce, l'industrie, voire même les professions libérales. Nombreux sont les auteurs qui ont réclamé en leur faveur ; et bien avant nous, différentes législations, comme nous le verrons, leur ont accordé des droits que le Code de 1804 leur avait refusés. Il est de toute justice que la femme cherche de plus en plus par son énergie et son travail à se donner une situation indépendante, surtout aujourd'hui où la division des fortunes s'accroissant sans cesse ne laisse souvent qu'un modeste pécule. La cherté croissante de la vie, le développement de l'industrie et la division du travail ont développé ce mouvement et il ne nous faudrait pas dire avec M. Léon Adam : « Au fond, les tendances actuelles ne sont qu'une « manifestation de l'individualisme, c'est-à-dire pour être « franc du refus de toute gêne et de tout sacrifice à l'intérêt « commun. » Que M. Adam se rassure ; le mouvement féministe ne porte pas atteinte, ainsi qu'il le craint, au *consortium omnis vite*, ni aux principes du mariage chrétien, et nous voyons encore bon nombre de ménages où la femme est à la fois bonne ouvrière et bonne mère de famille.

D'un autre côté le pouvoir législatif dans une série de lois, a accordé quelques satisfactions aux revendications féministes. Nous citerons pour mémoire : la loi du 9 avril 1881 et son article 6, celle du 20 juillet 1886, article 13, sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, celle du 20 juillet 1893, article 16, concernant les caisses d'épargne, celles du 23 janvier 1896, du 7 décembre 1897, du 1^{er} avril

1898, du 1^{er} décembre 1900, du 27 mars 1907, ensemble de lois, qui donnent aux femmes le droit d'être témoins, d'élire ou de plaider.

Mais toutes ces lois, si bonnes fussent-elles en elles-mêmes ne réglaient que des points de détails et aucune ne donnait vraiment le statut de la femme vis-à-vis des faits économiques nouveaux. Les unes donnent à la femme le droit à l'épargne, les autres lui accordent le droit d'être témoin ou de plaider, mais qu'importe tout cela quand elle ne peut toucher ou disposer librement de son salaire, quand son mari, négligent ou prodigue, méconnaît ses devoirs. Ce n'est pas dans son hypothèque légale, le bénéfice d'inventaire et les autres avantages que lui a donnés le Code, que la femme pourra trouver un secours pour assurer la vie de son ménage; elle n'usera de tous ces bénéfices qu'à la dissolution du mariage, mais pour le présent quel remède? La séparation de biens! Souvent si la femme s'avise de demander la séparation, la paix du foyer s'en ressentira. Il n'y a rien dans les lois que nous avons énumérées pour forcer le mari à contribuer aux besoins du ménage. Et cependant avec quelle timidité le législateur n'a-t-il pas admis la réforme, puisque (art. 2) la loi considère encore la femme « comme une sorte de mineure qui ne bénéficierait que d'une émancipation révocable. (1) »

Ce fut en 1890 que commencèrent les premiers essais de réforme, essais qui mirent dix-sept ans pour aboutir; de

(1) Lalou, *Droits de la femme mariée sur les produits de son travail*.

tous côtés on réclamait, et une loi nouvelle eut été bien accueillie ; il lui fallut plus de quatre législatures !

Le 22 juillet 1890, MM. Jourdon, Dupuy-Dutemps et Montaut déposèrent la première proposition. Il donnaient à la femme le droit de saisir et de toucher les deux tiers des salaires ou émoluments du mari s'il y avait des enfants issus de leur mariage, et le tiers seulement s'il n'y avait pas d'enfants. Mais le grave défaut de cette proposition était que cette faculté se trouvait limitée au seul cas d'abandon du domicile conjugal par le mari. Et cependant, quand le ménage était abandonné moralement sans l'être réellement, que de fois la femme n'eut elle pas eu avantage à saisir les gains de son époux. Dans ce cas, la proposition Jourdon ne lui donnait que le droit de toucher elle-même le salaire et de le dépenser pour les besoins de la communauté. Le remède était insuffisant ; dans le cas d'abandon il existait une procédure ; on avait admis que l'époux abandonné pouvait réclamer une pension alimentaire ; mais quand il n'y avait pas abandon, la proposition nouvelle n'apportait pas grand changement, et la procédure qu'elle instituait était plutôt illusoire.

Les choses en restèrent là, et quatre années plus tard, le 9 juillet 1894, la réforme fut à nouveau reprise, encore par MM. Jourdon, Dupuy-Dutemps et Goirand. La proposition fut cette fois renvoyée à la commission, et après étude, le principe fut retenu et passa à la Chambre sans discussion le 27 février 1896. Le texte portait : « En cas
« d'abandon par le mari du domicile conjugal, la femme

« peut obtenir du juge de paix l'autorisation de saisir-
« arrêter et de toucher des salaires ou émoluments du
« mari une part en proportion de ses besoins et du
« nombre de ses enfants. Le même droit appartient au
« mari en cas d'existence d'enfants si la femme ne sub-
« vient pas spontanément dans la mesure de ses facultés
« aux charges du ménage. »

Une modification était apportée au premier texte : le droit de saisir était réciproque. M. Goirand explique la raison de cette innovation : le projet dans son premier article accorde à la femme le droit de disposer librement des produits de son travail ; n'était-il pas à craindre que, forte de ce pouvoir nouveau, la femme n'en n'abusât en folles dépenses ou mauvais placements ; le droit de saisie réciproque était ici un frein utile. L'égalité n'était toutefois qu'apparente ; le mari pouvait saisir le salaire de sa femme dès qu'elle ne subvenait plus aux besoins du ménage dans la mesure de ses facultés. La femme au contraire ne pouvait user de la saisie que dans le cas d'abandon par son mari. C'était là une limite vraiment trop injuste, et en dehors de l'abandon bien souvent elle eut eu besoin de ce secours. Mais à son tour le mari voyait son droit limité et il ne pouvait en user qu'au seul cas d'existence d'enfants. M. Goirand disait : « S'il n'y a pas d'enfants il semble contraire
« à la dignité de l'homme de réclamer à son profit une
« part quelconque des salaires que la femme gagne par
« son travail. » Evidemment il y avait ici une grosse lacune ; le mariage crée pour les deux époux des devoirs,

l'obligation alimentaire en est un; elle doit être réciproque et ne pas être limitée à l'existence d'enfants. M. Goirand semble avoir oublié l'article 212 du C. C. qui fait de l'assistance un devoir mutuel et l'article 1448 qui fait une obligation pour la femme de contribuer aux frais du ménage; elle doit même « les supporter entièrement s'il ne reste rien au mari. » Supposons le mari malade, dans l'incapacité absolue de travailler; il n'aurait eu alors aucun droit sur les salaires de sa femme?

En somme le projet de 1896 n'était pas encore parfait et M. Turgeon résume ainsi les critiques que l'on peut former (1) : « Nous ne ferons à ce projet qu'une critique. « Il ne soumet le mari aux poursuites de la femme que « dans le cas où il abandonne le domicile conjugal, tandis « que la femme est exposée aux poursuites du mari dès « qu'elle refuse de supporter une part des charges du « ménage. Cette distinction blesse le sentiment d'égalité. « Que d'abord les déserteurs mari ou femme, commettant « même faute, subissent le même sort, c'est justice. Et « ensuite pourquoi ne pas permettre à la femme de saisir « arrêter une portion des salaires du mari qui refuse de « prendre sa part des charges de la famille? Les mêmes « responsabilités appellent les mêmes sanctions; les mêmes « défaillances exigent les mêmes corrections. »

M. Gourju reprit la réforme. Il conserva le droit de saisie réciproque mais donna à la femme un pouvoir plus étendu :

(1) Turgeon, *Le féminisme français*, Paris, Larose, 1902, II, p. 196.

elle pourra saisir non seulement en cas d'abandon de son mari, mais même quand celui-ci « met par sa négligence ou par son inconduite les intérêts du ménage en péril. » Le droit du mari lui-même ne subit plus de restriction et qu'il y ait ou non des enfants il peut user de la saisie. Le texte définitif se rapproche beaucoup de celui proposé par M. Gourju dont il n'est en somme que le résumé. Le texte de 1896 se trouvait complété et le rapporteur au Sénat M. Guillier disait : « La commission ne fait aucune distinction entre les deux époux. Le droit pour chacun d'eux de faire saisir-arrêter les salaires de l'autre est reconnu par cela seul que ce dernier néglige de contribuer spontanément dans la mesure de ses ressources à l'entretien du ménage. Nous ne pensons pas que la faculté de saisir les salaires puisse être subordonnée à l'existence d'enfants ; le devoir alimentaire est absolu et réciproque qu'il y ait ou non progéniture. » Le texte de 1896 se trouvait ainsi modifié et avec l'extension du droit de saisie une autre différence existait encore. La femme en 1896 ne voyait de limite à son droit que dans celui du mari de saisir une part de ses gains par le seul fait qu'elle refusait de contribuer aux charges du ménage ; dans la loi de 1907, ses droits sont plus restreints et ceux qu'on lui donne ne lui sont accordés que dans l'intérêt du ménage ; ceci résulte de l'article 2 : « Les pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage » ; et encore en cas d'abus non seulement le mari peut user de la saisie, mais il peut d'après l'article 2 lui retirer son pouvoir.

La loi de 1907 a une portée en effet très générale; elle ne s'applique pas seulement aux salaires de la femme et aux droits qu'elle a sur eux, car pendant la discussion, au titre : « Proposition de loi relative au libre salaire de la « femme mariée », M. Le Chevalier (1) a fait ajouter « et « à la contribution des époux aux charges du ménage », faisant remarquer qu'il n'était pas seulement question dans cette loi du salaire de la femme, mais que l'article 7 lui donnait un droit sur le salaire de son mari. M. Le Chevalier avait d'ailleurs proposé un autre titre : « Proposition de loi relative aux droits des époux sur leurs salaires « respectifs. »

Lors de la confection de la loi du 13 juillet 1907, le législateur avait le choix entre deux systèmes différents qui tous deux avaient été adoptés par de précédentes législations.

Dans un premier système, la femme n'est tenue de contribuer aux charges du ménage que dans la mesure de ses facultés. C'est le système que nous trouvons dans la proposition de M. Gourju au Sénat, et qui a été adopté dans la loi genevoise du 7 novembre 1894 et par la Chambre en 1896. C'est encore le même principe qui fonctionne dans la séparation de biens où la femme (art. 1538) contribue aux charges dans la mesure de ses facultés : le tiers de ses revenus.

Le deuxième système est différent; la femme peut ici

(1) Sénat, 14 juillet 1907, *J. off.*, du 15. Déb. parlam. p. 628.

toucher ses salaires en toute liberté et il n'est pas parlé de contribution proportionnelle mais comme contre-partie de cette faculté plus grande, le mari peut faire un retrait total ou partiel de ses pouvoirs. Nous retrouvons ce système dans la loi belge du 10 mars 1900 où l'article 30 dit : « Sous quelque régime qu'elle soit, la femme peut sans « le concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer « pour les besoins du ménage. »

Le législateur au lieu de choisir un système unique a fait à chacun sa part dans la loi de 1907. Dans l'article 2, s'inspirant de la loi belge, il donne au mari le droit de retirer à sa femme, en totalité ou en partie ses pouvoirs et dans l'article 7, à l'imitation de la loi genevoise, il fait sous peine de saisie une obligation pour la femme de contribuer aux charges du ménage dans la mesure de ses facultés. Ainsi rédigée, la loi manque d'unité ; il y a une contradiction évidente entre les deux articles 2 et 7. D'après le premier, la femme doit apporter au ménage la totalité de ses revenus ; si elle ne le fait, le retrait de ses pouvoirs est là pour la rappeler à l'ordre. Pourquoi donc lui avoir donné des pouvoirs si grands si l'on doit les lui retirer ensuite et faire d'elle, par le retrait, un administrateur pour autrui ; d'après cet article en effet elle administre pour le ménage. Le mari n'aurait-il pas trouvé dans le droit commun des mesures de protection suffisantes ? Il avait à sa disposition l'interdiction et le conseil judiciaire.

La saisie au contraire ne force la femme à apporter au ménage qu'une quote part et sa contribution aux charges étant faite, elle échappe dès lors à tout contrôle.

La contradiction entre ces deux articles vient de la combinaison des deux systèmes dont nous parlions plus haut. Le législateur a fait à chacun sa place s'inspirant pour l'article 2 de l'article 30 de la loi belge de 1900 et aussi de l'article 2 de la proposition de la Société d'Études Législatives et pour l'article 7 de la loi genevoise de 1894, et de l'article 8 de la proposition Gourju.

La saisie-arrêt seule eut été plus simple ; elle eut laissé à la loi plus d'unité. D'abord, la procédure de la saisie, telle que l'a institué la loi de 1907 est plus simple que celle du retrait et puis la non contribution de l'un ou de l'autre époux aux charges du ménage prête moins à discussion et laisse une plus petite marge d'appréciation que les mots : abus, imprudence, mauvaise gestion. Le fait de vendre un bien à rente viagère, constitue en effet selon les cas un acte de bonne ou de mauvaise gestion.

La loi de 1907 a donc subi bien des tribulations avant de devenir définitive, et encore, le texte voté est-il par certains points resté imparfait. Nous allons maintenant l'étudier dans ses détails.

CHAPITRE II

SITUATION RÉCIPROQUE DES ÉPOUX

§ I. — DROITS DE RÉVOCATION ET DE SAISIE. — QUI PEUT EN USER

La loi du 13 juillet 1907, dans sa seconde partie, a donc institué au profit de l'un et de l'autre époux un droit de saisie réciproque dont ils peuvent user dès que l'un d'eux ne subvient pas spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage; cette saisie s'opère au moyen d'une procédure simple et rapide que nous étudierons.

Cette seconde partie a une portée beaucoup plus générale que la première, en ce sens qu'elle s'applique à toutes les femmes mariées; travaillant ou non, exerçant ou non une profession distincte de celle de son mari, la femme peut désormais saisir les salaires de son mari, et n'est-ce pas là un des grands points de la réforme. M. Violette disait : « Tout le monde sent les préoccupations auxquelles obéit le législateur en donnant à la femme mariée la libre disposition de son salaire. « Nombreux sont les ménages d'ouvriers ou même

« d'artisans et de commerçants où la femme mène silen-
« cieusement une vie héroïque. Tout le poids de la
« famille retombe sur elle : et la charge des enfants et
« l'entretien du ménage. Le mari lui, fait la fête. A peine
« la semaine, la quinzaine ou le mois sont-ils touchés,
« qu'ils sont déjà dissipés. Et comme la prochaine
« échéance revient infiniment moins vite que l'appétit,
« le mari s'ingénie pour se faire remettre le salaire de la
« femme qui disparaît alors avec la même rapidité » (1).
Que devient le ménage dans cette situation ? La saisie le
protège efficacement et la femme par son aide peut
enrayer le gaspillage de son mari.

Le droit de saisie du mari peut être fort utile en dehors
de toute question de régime matrimonial, puisque la loi
de 1907 donne à la femme des droits particuliers sur le
produit de son travail quel que soit le régime adopté par
les époux.

Le mari de son côté dispose d'un pouvoir plus grand
puisque, en dehors de la saisie, il peut révoquer les
pouvoirs dont jouit sa femme, pouvoirs qui lui sont confiés
dans l'intérêt du ménage, et faire opposition à ses actes.
Dès qu'elle en abuse ou fait preuve d'incapacité, le mari
peut faire prononcer le retrait, soit en totalité soit en
partie (art. 2, § 1). Ce droit supplémentaire dont dispose le
mari est plus compliqué et plus grave que la saisie et
l'opposition ; plus compliqué, en effet : ce n'est plus le

(1) Chambre, Doc. parlem., *J. off.*, 29-30 août 1907, p. 960 et s,

juge de paix qui est ici compétent, mais le tribunal civil et la procédure pour y arriver est moins simple. Celui-ci statue « en chambre du conseil, en présence de la femme » ou elle dûment appelée, le ministère public entendu. » Si au lieu de révoquer les pouvoirs de sa femme, le mari voulait seulement s'opposer à un seul acte, il faut encore obtenir une ordonnance de référé. Plus grave : la saisie laisse à la femme le droit d'administrer ; ce qui lui est retiré c'est le droit de toucher une partie de ses salaires ; évidemment son droit d'administration sera entravé par cette saisie, mais il ne le sera qu'imparfaitement tandis que le retrait de ses pouvoirs la gêne totalement.

Le mari peut demander le retrait non seulement quand sa femme ne contribue pas aux charges du ménage mais encore quand il y a abus. Avant d'en arriver au retrait, le mari fera peut-être bien d'user tout d'abord de la saisie et nous retrouvons ici le manque d'unité de la loi que nous indiquions plus haut. Le retrait nécessite une appréciation qui sera souvent difficile à faire. « Abus » est un mot vague et quoique le législateur ait essayé de le préciser en disant qu'il entendait par là : « notamment les cas de « dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion (1) », ce mot prête à équivoque. La mauvaise gestion résultant de l'inexpérience sera-t-elle un abus ? Et puis cette énumération n'est pas limitative.

La femme ne jouit pas de cette faculté du retrait et s'il

(1) Sénat, *J. off.*, 14 mai 1907, p. 626.

y a abus de la part de son mari, elle n'a que la ressource de la séparation.

Quels époux vont pouvoir bénéficier des dispositions des articles 7 et suivants ? Examinons d'abord le cas des époux étrangers.

Nous croyons qu'il faut ici faire une distinction entre la première et la deuxième partie. La première partie de la loi de 1907 règle la capacité nouvelle de la femme et en tant que s'occupant d'une question de capacité, elle est relative au statut personnel et s'applique aux seules Françaises. La seconde partie au contraire crée pour chaque époux une mesure de protection dans l'intérêt du ménage ; elle donne à cet effet des règles de procédure nouvelle et par ce côté la loi de 1907 est un peu une loi de procédure et comme telle applicable aux époux étrangers.

Les époux qui se sont mariés antérieurement à la loi de 1907 bénéficient aussi des dispositions de l'article 7. Cette loi est en effet une loi d'ordre public qui ne doit donc faire aucune exception et d'ailleurs l'article 11 prévoit ce point en étendant le bénéfice de la loi : « même aux femmes mariées avant sa promulgation. »

§ II. — NATURE DE LA SAISIE-ARRÊT

Généralement quand on parle de saisie-arrêt, on suppose qu'il y a un créancier et un débiteur ; mais ici quelle est

la situation des époux et avons-nous vraiment ce créancier et ce débiteur ?

La saisie ne donne de plus aucun droit de préférence au saisissant ; bien au contraire, celui-ci subit le concours des autres créanciers ; or nous verrons que tel n'est pas cependant en grande partie le résultat de la loi de 1907.

L'article 7 en disant qu'un des époux a le droit de saisir les salaires de l'autre, dès que celui-ci ne contribue pas aux charges du ménage semble faire de l'époux saisissant le représentant des intérêts du ménage ; il agira donc en qualité de représentant. Le mari a de droit l'administration de la communauté et sa femme, pour les affaires du ménage jouit d'un mandat tacite ; c'est un point qui n'est plus discuté et que même les législations étrangères ont admis. Or le mari en saisissant représentera sans doute le ménage par sa qualité de chef de la communauté ; mais la femme usant à son tour de ce droit de saisie n'agit pas en vertu de ce mandat tacite, mais bien en vertu de la loi elle-même. Il serait illogique de n'envisager ici que l'idée d'un mandat tacite, car il faudrait dire : c'est le mari qui autorise sa femme à saisir ses propres salaires et qui lui donne des armes contre lui-même ? Et puis l'idée de représentation ne suffit pas à expliquer le mot saisie-arrêt ; il n'explique pas non plus la priorité dont jouit le saisissant et alors n'est-il pas plus juste de considérer l'époux saisissant comme créancier d'aliments. L'idée d'une dette alimentaire permet d'expliquer les expressions de la loi de 1907. D'ailleurs d'après les articles 212 et 448 du Code civil, le

mariage crée à la charge de chacun des époux des obligations ; il crée entre eux un lien étroit qui fait que chacun doit subvenir aux besoins de l'autre suivant sa bonne ou sa mauvaise fortune.

§ III. — CHARGE DU MÉNAGE

Que signifie l'expression « charges du ménage » ou « du mariage ? » dont parle l'article 7 et que comprend-elle ? Les deux expressions sont employées indifféremment l'une pour l'autre (1).

Nous trouvons au Code civil, au titre « Du mariage » (art. 203, 212, 213, 214) quelques articles qui laissent entrevoir ce que seront ces dettes, mais sans détermination précise.

Par le fait du mariage, il se forme un lien de droit entre les époux et chacun d'eux peut contraindre l'autre à l'accomplissement de ses devoirs. D'une manière générale, on peut dire que les charges du ménage comprennent toutes les dettes qui ont été contractées en vue du logement, de la nourriture, de l'entretien personnel des époux et de leurs enfants. L'article 212 en parlant de secours et d'assistance, englobe par ces mots la plus grande partie des dépenses. Seront encore charges du ménage les frais de maladies, les achats ou entretien de mobilier, en un mot

(1) Tissier, note, S. 1910. 1. 209. — Lalou, note D. 1909. 2. 17. — Chéron, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1909, p. 747.

toutes les dettes que créent la vie commune et les besoins de deux êtres et de leurs enfants. Quelques-uns ont cru que le législateur de 1907 avait eu uniquement en vue dans l'expression « charges du ménage », l'entretien des époux, et à l'appui de leur thèse, ils ont invoqué le rapport de M. Guillier au Sénat : « Le devoir alimentaire qui s'impose est absolue qu'il y ait ou non progéniture », et l'article 7 qui dit que l'époux pourra saisir « une part en proportion de ses besoins. »

Si les charges du ménage comprenaient l'entretien des enfants, disent ces auteurs, il faudrait encore autoriser la saisie simple de l'article 7 pour satisfaire à la dette alimentaire vis-à-vis des autres parents, dette qui est une suite du mariage.

Cette proposition est inadmissible, l'article 203 du Code civil s'y oppose et l'accepter, c'est restreindre singulièrement l'étendue et la portée de la loi de 1907. L'entretien des enfants est la charge la plus importante et la plus lourde qui résulte du mariage surtout quand par suite de leur âge ou de leurs infirmités, ces enfants ne peuvent travailler et se suffire. L'article 7 ne peut être invoqué ici car les mots dont il se sert : « Faute par l'un des époux de subvenir aux charges du ménage » ont une portée générale ; le rapport de M. Guillier n'est pas convaincant et sert aussi bien à l'une ou à l'autre théorie. M. Guillier déclarait d'ailleurs au Sénat que « cette saisie a pour but de permettre à l'époux qui reste au foyer et qui conserve la charge des enfants » de subvenir plus facilement aux

frais du foyer (1). L'époux saisissant à le droit de demander que le juge tienne compte des enfants car si comme le dit M. Planiol (2) « le véritable créancier du devoir d'éducation est l'enfant », chacun des époux l'est également et dans l'intérêt de celui-ci. Le mariage est une sorte de stipulation pour autrui au profit des enfants à naître et aujourd'hui l'idée d'une stipulation est très bien acceptable, étant donné que celle-ci engendre un droit immédiat au profit du bénéficiaire (3).

Chacun doit supporter la part de ces charges, la femme peut y contraindre son mari et les articles 7 et suivants de la loi de 1907 ne font qu'appliquer ces principes (4). Ce qui prouve encore que la loi de 1907 entend comprendre les enfants dans les charges du ménage, c'est que dans les propositions antérieures à cette loi, en particulier dans le texte de 1896, la saisie ne pouvait avoir lieu, sauf quelques points, qu'en cas d'existence d'enfants. Quant à la dette alimentaire de l'article 206 du Code civil, évidemment on ne peut lui appliquer l'article 7 ; elle est bien une charge créée par le mariage, mais la loi de 1907 n'a entendu envisager que les charges concernant le foyer fondé par les deux époux et qui comprend, en dehors des deux conjoints, les enfants nés de leur union.

Les dettes contractées pour les biens propres de l'un ou

(1) Doc. parlam., Sénat, 1907, p. 624 et 622

(2) Planiol, *Traité élém.*, t. I, n° 1686.

(3) Chéron, *Revue trim.*, 1909, p. 748.

(4) Paris, 7 déc. 1907, S. 1909. 2. 129. — Note de M. Wahl.

de l'autre époux (art. 1409), telles que grosses réparations, ne seront pas au contraire considérées comme charges du ménage ainsi que les dettes dont la femme sera tenue pour ses biens réservés. La loi de 1907, dans son article 3, décharge la communauté dans ce cas : « même lorsqu'elle (la femme) a agi dans la limite que lui confère l'article 1^{er} mais sans autorisation maritale. »

Dans quelques cas la question de savoir si une dette rentre ou non dans l'expression « charges du ménage » sera une question de fait et le juge aura à apprécier. Le 19 mars 1909 le tribunal civil de la Seine avait à se prononcer sur l'achat d'un piano (1). Tout dépend de l'usage auquel on le destine et s'il sert à l'éducation des enfants, on peut en mettre le payement à la charge du ménage.

§ IV. — DANS QUELS CAS Y A-T-IL NON CONTRIBUTION ?

Voilà une question bien difficile à résoudre ; elle est faite de multiples éléments et les appréciations peuvent varier à l'infini. Quand deux époux sont mariés sous le régime de la séparation de biens ou qu'une séparation se produit au cours du mariage, leur situation est réglée par un contrat de mariage dans le premier cas, par une liquidation dans le second ; mais dans notre cas aucune convention, aucun écrit ne règlent la contribution des époux et pour savoir qu'elle en est la limite et jusqu'à concurrence

(1) Trib. civ. Seine, 19 mars 1909. — *Gaz. trib.*, 31 juillet 1909.

de quelle somme ils doivent y prendre part, on ne peut que s'en rapporter à l'appréciation du juge. Celui-ci tiendra compte des charges du ménage d'abord, puis du travail de chacun, de ce qu'il gagne, des revenus autres que ceux du travail et encore l'appréciation sera-t-elle bien difficile, car les revenus du travail sont variables. Tel aujourd'hui qui est occupé, demain chôme ou trouve une place plus ou moins rémunérée.

Pour pouvoir condamner l'époux oublieux de ses devoirs, il faut apprécier encore d'autres éléments, tels que : dépenses démesurées ou au contraire placements trop élevés, ou encore gaspillage.

CHAPITRE III

BIENS SUSCEPTIBLES DE SAISIE

Dans son article 7 *in fine*, la loi de 1907 dit que l'époux pourra « toucher des salaires ou produits du travail de son conjoint, une part en proportion de ses besoins. »

Que faut-il comprendre dans cette expression « salaires ou produits du travail » ? Un seul mot aurait suffi : celui de « produits du travail » ; le mot salaire est en effet un produit du travail et il n'est qu'une division de cette expression générale qui comprend toutes les rémunérations que peut recevoir une personne en échange de son activité intellectuelle ou manuelle.

La loi de 1907 quoique intitulée « loi sur le libre salaire » n'est pas une loi s'appliquant exclusivement aux ouvriers ou gens de service ; elle ne concerne pas seulement ceux qui ne gagnent pas plus de 2.000 francs comme le fait en partie la loi de 1895 ; c'est une loi générale qui s'applique à tous les travailleurs, hommes ou femmes, riches ou pauvres. Comme le dit M. Lalou : « La loi de 1907 a pour

objet moins l'intérêt de la classe ouvrière, que l'intérêt des ménages français (1). »

Disons tout d'abord avant de passer en revue les différents biens qui seront susceptibles de saisie, que les effets de cette saisie seront limités aux produits du travail, et que par conséquent tout ce qui sera biens acquis par succession ou donation en sera exclus ; ceci résulte des termes mêmes de l'article 7.

Nous aurons donc deux régimes différents : la loi de 1907 pour tous les produits du travail et le droit commun pour les autres biens.

§ I. — ÉCONOMIES

La première classe qui se présente est celle des économies.

D'après quelques auteurs, celle-ci ne serait pas susceptible de saisie. En comparant en effet les articles 1 et 7, on s'aperçoit que les expressions dont se sert la loi ne sont pas les mêmes ; dans le premier, il est question de « produits du travail ou économies en provenant » et dans le second, la loi ne vise que les « salaires ou les produits du travail (2). » Si la loi avait voulu qu'il en fut autrement, elle aurait

(1) Lalou, *op. cit.*

(2) En ce sens : Lalou, *op. cit.* — Note sous paix Montredon, 4 nov. 1907. D. 08. 5. 25. — Plum, thèse, Paris, 1910, *La compétence du juge de paix.* — Tissier, note sous trib. Châlons, 19 mars 1909, S. 1910, 2. 321.

dans son article 7 ajouté le mot « économies », et en appliquant strictement cet article, on arrive évidemment à exclure de la saisie cette catégorie de produits du travail. Les économies peuvent souvent atteindre un chiffre élevé, surtout si l'époux qui les fait joint à ses qualités d'épargne, la jouissance d'une situation lucrative, et peut-être le législateur n'a-t-il pas voulu que le juge de paix s'ingérât autant dans le patrimoine des particuliers et pût connaître de sommes quelquefois élevées. Tels sont résumés les arguments que présentent les adversaires de la saisissabilité des économies.

Nous croyons au contraire que celles-ci peuvent être l'objet d'une saisie; le mot « salaires » de l'article 7 n'est qu'un exemple, il n'est nullement limitatif, et d'ailleurs, la loi le fait bien vite suivre de l'expression plus générale « produits du travail »; de plus, comme nous le disions plus haut, la loi de 1907 est une loi générale qui dans sa seconde partie a surtout en vue la sauvegarde des intérêts du ménage; les économies ne sont au fond qu'un produit du travail, produit qui, inutile pour le moment, aura soigneusement été mis de côté pour l'avenir.

En interdisant à la femme tout droit de saisie sur les économies de son mari, on arrive à une situation illogique et tout à fait contraire à la loi elle-même. La femme a des droits sur les salaires de son époux au moment où ceux-ci ne sont pas encore touchés; au jour de la paye, le ménage, dans une situation aisée, n'a pas besoin de toutes ses ressources; le mari en place une partie à la caisse d'épargne

par exemple et parce qu'elles ont pris le caractère d'économie, la femme va prendre tout droit pour les jours plus mauvais? Une pareille solution est impossible et l'accepter c'est forcer la femme à saisir avant le jour de la paye et lui interdire pour un temps plus ou moins long tout recours contre la misère, tandis que son mari rendra insaisissable un pécule qui eut empêché peut-être cette misère.

Il n'en peut être ainsi, et d'ailleurs, certains de ceux qui combattent la saisissabilité des économies reconnaissent aux époux un droit de saisie sur les arrérages des pensions de retraite. Or qu'est-ce qu'une pension de retraite si ce n'est une économie sur le produit du travail, économie forcée il est vrai! Il vaut donc mieux, comme l'ont fait le tribunal de paix de Montredon le 4 novembre 1907 et plus récemment le tribunal civil de Châlons-sur-Marne le 19 mars 1909, reconnaître au époux des droits sur les économies de leur travail (1).

Limiter la réforme au seul salaire, c'est restreindre trop la portée de la loi de 1907.

§ II. — ARRÉRAGES DES PENSIONS DE RETRAITE

Avec les économies, nous arrivons aux arrérages des

(1) En ce sens : Trib. paix Montredon, 4 nov. 1907, D. 08, 5. 25 ; — Trib. civ. Châlons-sur-Marne, 19 mars 1909, S. 40, 2. 321 ; — P. Morin, thèse, Caen, 1908, *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, p. 341 ; — Paix Raincy, 30 oct. 1908, *Rev. just. de paix*, 1909, p. 385.

pensions de retraite et nous retrouvons ici en partie les mêmes discussions que précédemment.

Un époux peut-il mettre opposition sur la pension de son conjoint ?

Avant d'examiner les solutions proposées, étudions d'abord la nature de cette pension de retraite et sa composition.

La pension de retraite peut être constituée de deux façons différentes : en premier lieu elle peut être établie sans retenue aucune sur les salaires ; c'est alors le patron qui se charge de faire les versements nécessaires pour constituer une pension à son personnel le jour où celui qui est atteint par l'âge ou une infirmité ne peut plus travailler. La pension est alors dans ce cas un prolongement du salaire qui permettait à l'époux bénéficiaire de contribuer aux charges du ménage ; elle permettra à son tour de continuer cette contribution et dans ce cas, il n'y a pas de doute possible que la pension puisse être l'objet d'une saisie.

Dans un deuxième cas, et c'est le plus fréquent, la pension est constituée par des versements ou des retenues faites sur les salaires ou encore par des versements faits par l'employeur et l'employé ; la pension prend ici nettement le caractère d'économie et ceux des auteurs qui refusaient à l'époux le droit de saisir les économies, lui refusent le droit de saisir les arrérages de pension de retraite ; nous retrouvons ici les mêmes arguments que plus haut et la même distinction entre les articles 1 et 7.

Pour que la pension soit saisissable, il faudrait qu'elle soit exclusivement établie sans aucune retenue sur les salaires, disent ces auteurs. Au lieu de faire cette distinction (1) entre les différents modes de constitution de la pension, n'est-il pas plus simple de choisir un système uniforme ménageant l'intérêt du foyer et d'adopter la saisissabilité ? Le but de la pension est de servir aux besoins du ménage à une échéance plus ou moins rapprochée et il nous faut encore voir ici un produit du travail destiné à remplacer les salaires que l'ouvrier ne peut plus gagner (2).

De plus, il n'y a pas lieu de faire de distinction quand l'époux bénéficiaire de la retraite était employé avant son mariage par le patron qui la lui donne maintenant. La pension n'en garde pas moins son caractère de prolongement du salaire et elle continue à servir aux besoins du ménage.

§ III. — BIENS INSAISISSABLES

Sont biens insaisissables des biens que certaines lois ont exclus du droit de saisie pour une cause déterminée ; mais, même insaisissables, quelques-unes autorisent cependant la saisie à titre d'aliments. En effet les lois du 19 mai 1834 et du 9 juin 1853, concernant les pensions de réforme et

(1) Lalou, *op. cit.*, n° 84.

(2) En ce sens : Tissier, note sous Châlons-sur-Marne, 19 mars 1909, S. 1910, 2. 321.

les pensions civiles, reconnaissent un droit de saisie en faveur des créanciers alimentaires du bénéficiaire de la pension parmi lesquels se trouve sa femme.

La loi du 12 janvier 1893 encore dans son article 3, dit :
« Des cessions et saisies faites pour le payement des dettes
« alimentaires prévues par les articles... 214... du C. C.,
« ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent. »
Cette loi reconnaît donc formellement la saisie des salaires au-delà du dixième.

L'article 582 du C. pr. c. admet aussi la saisie pour cause d'aliment de certains biens que l'article 581 avait précédemment déclarés insaisissables. Quelques lois cependant ne reconnaissent pas un droit de saisie aux conjoints ; telles sont : les lois des 11 et 18 avril 1831 sur les pensions de retraite des militaires des armées de terre ou de mer, qui n'accordent de droits qu'aux créanciers alimentaires des articles 203 et 205 du C. C., c'est-à-dire au profit des enfants et des ascendants. En pratique cependant les ministres de la guerre ou de la marine peuvent sur la demande de la femme opérer une retenue sur les pensions du mari de ces dernières.

Aux biens insaisissables dont nous venons de parler, il faut ajouter ceux visés par la loi du 9 avril 1898 qui dans son article 3, à l'un des derniers alinéas, porte que « les
« rentes constituées en vertu de la présente loi sont inces-
« sibles et insaisissables. » L'ouvrier ou l'employé victime d'un accident perd en partie ses moyens de travail et l'indemnité qu'il reçoit en retour représente encore « un

produit de travail. » C'est en ce sens qu'a statué le tribunal de la Seine, qui reconnaît à la femme le droit d'actionner sans autorisation, car cette action est bien en accord avec l'article 6 de la loi de 1907, et l'on en déduit que si l'autorisation était nécessaire, ce serait parce que l'indemnité réclamée ne serait pas représentative du salaire (1).

Mentionnons encore les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils qui sont insaisissables pour une certaine quotité qu'a fixée la loi du 21 ventôse an IX. Les créanciers n'ont le droit de saisir qu'un cinquième sur les premiers mille francs, un quart sur les 5.000 francs suivants, un tiers sur la portion excédant 6.000 francs, quel que soit son chiffre. Le traitement est calculé sans déduction des prélèvements qui sont faits pour la retraite et il faut encore y ajouter les gratifications reçues (inst. min. fin., 1845, art. 111). Nous croyons qu'il faut exclure d'une saisie possible tout ce qu'un fonctionnaire peut toucher à titre de frais de déplacement, de tournées, de coucher, frais de bureau et d'établissement ; ce ne sont pas là des « produits de travail », toutes ces allocations sont des remboursements d'avances faites pour le compte de l'administration intéressée ou des avances faites en vue de dépenses obligatoires pour les fonctionnaires ; elles ne sont jamais le prix du travail.

(1) Tr. c. Seine, 26 mars 1908, D. 1909, 2. 17 ; *Contra*, Tr. c. Brive, 19 février 1896. — D. P. 97, 2. 409. — Cf. Le Courtois et Surville, *La loi du 13 juillet 1907*, n° 10. — A. Pichon, *Revue critique*, 1908, p. 314.

Nous voyons que l'article 7 de la loi de 1907 fait exception à toutes les lois créant l'insaisissabilité ; ces pensions ou indemnités sont le résultat du travail et sont destinées aux besoins du ménage.

§ IV. — INTÉRÊTS DE CAPITAUX ENGAGÉS

Que faut-il décider pour les intérêts des capitaux que l'un des époux a engagés dans une entreprise commerciale ou industrielle ?

La question est facile à résoudre si les intérêts proviennent de capitaux qui ne sont pas le résultat d'économies, ou dont l'époux propriétaire disposait avant son mariage. Souvent ces intérêts auront un caractère mixte ; en effet on apporte dans une société un capital déterminé en échange duquel on touche des appointements plus ou moins élevés. Ces appointements représentent deux choses : d'abord l'intérêt des capitaux engagés, puis la rémunération de la collaboration intellectuelle, morale ou manuelle que l'on fournit. Évidemment ce salaire peut faire l'objet d'une saisie, mais que décider des intérêts ?

Tantôt ils sont fixés dans l'acte de société à un taux déterminé et dans ce cas il est alors facile de les mettre à part et de les soustraire à la saisie ; tantôt au contraire, ils sont comptés en bloc avec le salaire sans fixation aucune de la quotité de l'un ni de l'autre. Nombreux sont ici les facteurs qui peuvent faire varier le taux de l'intérêt, il dépendra d'abord de la situation qu'occupe celui qui fait

les apports, du genre de sa collaboration et ensuite de sa capacité, de son intelligence, de son activité. Intérêts et salaires vont ici se confondre et se pénétrer et le plus sage serait de se rallier à la solution que proposait M. Saleilles (1). Il faudrait fixer ce taux des intérêts auparavant, le fixer à forfait pour toute la durée de la collaboration de l'intéressé et les intérêts ainsi trouvés échapperont alors au droit de saisie de l'autre conjoint.

§ V. — DE CERTAINS REVENUS

Il nous reste à étudier si le droit de saisie s'applique à certains biens spéciaux qui sont le résultat et la conséquence de l'état d'employé ou d'ouvrier.

Voyons d'abord l'indemnité donnée pour congédiement. Faut-il ici distinguer suivant que l'indemnité est destinée ou non à remplacer les salaires jusqu'à ce que le bénéficiaire ait trouvé un emploi ou qu'elle représente des dommages-intérêts? (2).

La question est difficile à résoudre et différents cas peuvent se présenter. Un employé congédié peut avoir le droit de ne partir qu'après un certain délai, huit jours, un mois suivant les cas et quelques patrons ont pris l'habitude de payer le salaire représentant cette période : un employé renvoyé par exemple le 8 touchera ses appointements du

(1) *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, n° 2, p. 205.

(2) En ce sens : *Cas.*, 18 déc. 1903, *D.* 07, 1. 187.

mois entier. Pas de doute dans ce cas ; la somme touchée est bien représentative du salaire et même si l'employé bénéficiaire trouvait une autre place le lendemain de son renvoi, la saisie serait ici possible.

Dans d'autres cas un contrat peut avoir été passé avec cette clause qu'en cas de rupture de la part du patron, celui-ci devra telle somme à titre de dommages-intérêts. Un vol a lieu, un employé se trouve à ce moment renvoyé pour un fait autre que le vol ; il réclame et obtient des dommages à raison du préjudice que peut lui causer pour son placement futur son renvoi susceptible de faire tomber sur lui des doutes. Que décider dans ce cas ? Nous croyons que la loi de 1907 s'applique encore. S'il y a eu contrat rompu, l'indemnité qui en résulte doit être considérée comme destinée à remplacer les appointements du temps qui restait à courir ; s'il y a eu renvoi, l'indemnité peut servir à remplacer le salaire jusqu'à ce que l'intéressé ait trouvé un nouvel emploi. La Cour de Cassation a décidé dans certains cas qu'il n'y avait pas salaire (1), on peut déduire *a contrario* des arrêts, qu'il n'y aurait de salaire que si l'indemnité donnée était destinée à le remplacer et était calculée suivant le temps nécessaire à l'intéressé pour retrouver une place.

Que penser de certaines catégories des revenus tels que : indemnités de résidence, frais de déplacement, commissions, pourboires, étrennes ?

(1) Req., 18 déc. 1905, D. P. 1907, 4, 187.

La question s'est déjà posée à propos de l'application de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie des salaires et se pose encore pour l'article 7 de la loi de 1907 plus générale que cette dernière. La saisie est ici possible, car quel que soit le nom que porte la rémunération du travail ou du service rendu (1), nous nous trouvons en face de « produits du travail » désignés par l'article 7 ; c'est bien en effet à l'occasion du travail qu'il y a eu indemnité ou étrennes. Les tribunaux ont décidé que les frais de déplacements ne pouvaient être considérés comme salaires (2), et ils ont au contraire reconnu ce caractère aux commissions (3). Le tribunal de Lyon considère que les frais de route donnés à un voyageur de commerce ne sont pas un supplément d'appointements, mais « une avance à forfait destinée à « remplacer le remboursement des dépenses qu'il aurait « fallu faire au retour » et qu'on ne doit pas en tenir compte pour le calcul du traitement. Puis il fait une distinction dans le taux de ces frais de route et il décide que si ces indemnités étaient trop élevées le tribunal a le droit et le devoir de rechercher si elles ne contiennent pas un supplément d'appointements. Les frais de voyage ne peuvent évidemment pas être considérés comme des produits du travail ; ils sont donnés pour le travail, pour l'exécuter et n'en sont pas le résultat. Le commis-voyageur

(1) Civ. Lille, 2 mars 1897, D. P. 97, 2. 43.

(2) Lyon, 22 février 1900, D. 1900, 2. 412.

(3) Tr. c. Lyon, 13 mars 1897, D. P. 1897, 2. 357. — Tr. c. Lyon, 20 janv. 1898, D. P. 99, 2. 220. — Tr. c. Corbeil, 2 mars 1898, D. P. 99, 2. 220.

qui reçoit une allocation pour sa route est comme l'ouvrier à qui le patron fournit ses outils. Le tribunal va trop loin en distinguant suivant que l'indemnité est ou non trop élevée ; la vraie distinction à faire consisterait plutôt à envisager la manière dont est payé le voyageur. Il peut toucher une commission sur le chiffre des affaires qu'il traite plus ses frais de voyage, alors s'applique le jugement de Lyon ; il peut au contraire toucher seulement une commission plus élevée et globale comprenant appointements et frais de route ; ce sera alors au juge saisi de la demande à calculer ce qu'il doit exempter de la saisie en se basant sur les usages et les prix moyens de la vie dans les pays visités, de façon à ne pas retirer au défendeur ses instruments de travail.

CHAPITRE IV

CONDITIONS DE LA SAISIE

Nous avons déjà dit qu'il n'y avait pas de conditions spéciales mises au droit de saisie-arrêt et que la loi de 1907 dans sa deuxième partie était plus générale que la première. Elle s'applique à tous les conjoints travaillant ou non, riches ou pauvres, et quel que soit leur régime matrimonial ; il n'est pas ici nécessaire, comme dans la première partie, que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari.

La faculté de saisir les salaires n'est pas subordonnée à l'existence d'enfants et nous avons déjà montré quel fut sur ce point le progrès réalisé par la loi de 1907 sur le texte de 1896. L'obligation alimentaire existe en effet qu'il y ait ou non progéniture.

La seconde partie de la loi n'a pas eu pour but de donner à la femme des droits spéciaux sur ses biens réservés, elle s'occupe du ménage et règle une question de contribution aux charges.

Les plus graves difficultés se sont présentées à propos de la séparation des époux. Il s'agissait de savoir si l'époux

séparé de fait pouvait bénéficier de l'article 7. La question s'est présentée devant le tribunal de paix de Calais le 8 janvier 1908 (1).

« Attendu, dit le tribunal, qu'il est constant que le ménage est séparé de fait, mais que c'est vainement que X soutient que la loi du 13 juillet 1907 ne s'applique pas en l'espèce, que le ménage n'en existe pas moins et que cette exception n'a pas été indiquée par le législateur.....; pour ces motifs déclarons la loi du 13 juillet 1907 applicable. »

Il a été fait appel de ce jugement qui fut infirmé par le tribunal civil de Boulogne-sur-Mer le 5 mars 1908 (2). Toute autre est la solution adoptée par ce tribunal. La loi de 1907 n'a pas eu en vue « la situation des époux qui ont cessé de vivre en commun » et ils ne peuvent se prévaloir de cette loi pour réclamer une pension alimentaire. Le tribunal de Boulogne renvoie les époux à se réclamer des articles 212 et 213 du C. C. qui ne sont pas abrogés par la loi nouvelle et l'époux demandeur devrait, pour prouver son droit, montrer qu'il a été obligé de prendre une habitation séparée. « Attendu, dit le tribunal, que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas été édictée en vue de la situation d'époux qui ont cessé de vivre en commun; qu'en aucun cas, l'époux qui prétend avoir droit à une pension alimentaire ne peut fonder son

(1) Paix Calais, 8 janvier 1908, *Journ. des just. de p.* mai 1908.

(2) Civ. Boulogne-sur-mer, 5 mars 1908, D. 1909, 2. 17. — En ce sens : Valenciennes, 25 mars 1909, *Le Droit*, 25 juin 1909.

« action sur les dispositions des articles 212 et 213 du
« C. C., qu'il doit pour en justifier le principe, établir
« qu'il a été contraint à une habitation séparée par la
« faute de l'autre époux. »

« Attendu que la loi de 1907 n'a ni abrogé, ni modifié
les dispositions des articles 212 et 213 du C. C., que la
jurisprudence sur ces articles subsiste entière... »

« Attendu que l'article 7 en imposant à chacun des
« époux de contribuer aux charges du ménage, a donné à
« l'expression « ménage » le sens que lui donne l'ar-
« ticle 1537 du Code civil, d'une famille groupée sous le
« même toit... »

D'après ce jugement, le juge de paix est donc ici incompétent pour connaître de cette demande, l'article 7 ne pouvant s'appliquer, et la femme ne peut être considérée comme vivant en ménage. Une grande partie de la discussion roule sur cette expression « ménage » employée par le tribunal de Boulogne.

Ce tribunal refuse aux époux le droit de bénéficier de la procédure, organisée par l'article 7, dès lors qu'ils n'y a plus vie en commun parce qu'il n'y a plus ménage, ou « famille groupée sous le même toit. » A l'appui de la théorie qu'il soutient, le tribunal dit que « ménage » a le sens que lui donne l'article 1537 du Code civil; c'est là son erreur, car l'article 1537 parle de « charges du mariage »; l'exemple est ici mal choisi et se retourne contre le tribunal. D'ailleurs, on ne peut dire que ce terme a été choisi à dessein, en étudiant en effet les différents cas où le

législateur a employé ces expressions, on peut conclure qu'aucune preuve sérieuse ne saurait en être tirée. Le législateur emploie indifféremment l'une ou l'autre. Dans l'article 1448, relatif à la séparation de biens, le Code dit, que « la femme doit contribuer aux frais du ménage » et dans l'article 1537, relatif encore à la séparation de biens, le Code décide que « chacun des époux contribue aux charges du mariage » ; ainsi d'après le jugement de Boulogne ces deux articles seraient en opposition et l'un viendrait contredire ce que l'autre avait déjà décidé.

Le tribunal de Valenciennes, le 25 mars 1909, a jugé dans le même sens que celui de Boulogne : « Attendu que le « mot « ménage » ne paraît devoir s'entendre qu'au cas « d'époux habitant ensemble ou vivant ensemble, pour des « motifs auxquels la mésintelligence est étrangère, tels que « raison de profession, de famille, de santé. Que lorsqu'il « en est autrement, la femme doit porter sa demande devant « le tribunal civil en se conformant aux articles 861 et 559 « du Code de procédure civile. »

Il faut donner au mot « ménage » le même sens que « mariage » et la contribution, des époux se trouve due non seulement quand il y a cohabitation mais encore même quand il y a séparation de fait entre les époux, car dans ce cas le mariage subsiste toujours. Les soucis et les charges de l'administration existent même quand il n'y a plus cohabitation et nous ne donnerons pour exemple que le cas où restent des enfants issus d'une union antérieure ; et puis le ménage n'existe plus que quand le mariage est

légalement rompu. La majorité des décisions est en ce sens (1). Le tribunal de Boulogne invoque de plus la jurisprudence antérieure à l'appui de ses dires, mais nous trouvons encore que celle-ci considérait la contribution aux charges du ménage comme obligatoire même en cas de séparation de fait ; Guillaud admettait déjà le même principe (2). Malgré cette jurisprudence antérieure, il n'y a aucune raison de ne pas admettre ici la procédure de l'article 7.

Nous ajouterons encore que le tribunal de Boulogne a jugé contre l'esprit de la loi et contre les travaux préparatoires. Le rapporteur, M. Guillier, disait au Sénat : « En cas d'abandon du « domicile conjugal par le mari ou par la « femme — c'est une situation qui malheureusement se « révèle trop souvent — il peut être nécessaire d'obtenir « promptement l'autorisation de saisir-arrêter, au préju- « dice de l'époux qui se dérobe à ses obligations, une « partie des salaires en vue de permettre à l'époux qui « reste au foyer et qui conserve la charge et l'entretien des « enfants de subvenir à cet entretien. Nous instituons « pour cette hypothèse un procédé sommaire » (3).

(1) Justices de paix : Montredon, 4 nov. 1907, D. 08, 5. 25 ; — Marseille, 29 déc. 1908, *Jurisp. civ. de Marseille*, 1909, p. 81 ; — Clichy, 26 nov. 1909, *Journ. des huissiers*, 1909, p. 29 ; — Paris XIII^e, 15 avril 1909, *La Loi*, 3 mai 1909 ; — Paris, 4 oct. 1907, *Mon. des j. de paix*, 1907, p. 502.

(2) Besançon, 15 juillet 1874, D. P. 74, 2. 249. — Guillaud, t. III, *Du contrat de mariage*.

(3) *J. off.*, séance du 14 mai 1907, p. 621.

Le texte voté en 1896 portait : « En cas d'abandon par
« le mari du domicile conjugal, la femme peut obtenir du
« juge de paix l'autorisation de saisir et de toucher des
« salaires ou des émoluments du mari une part en propor-
« tion de ses besoins et du nombre de ses enfants. Le
« même droit doit appartenir au mari en cas d'existence
« d'enfants si la femme ne subvient pas aux charges du
« ménage. »

Le cas principalement visé est donc bien celui d'abandon par l'un ou l'autre époux et c'est lui qui vient en tête du texte de 1896 et du rapport de M. Guillier. La cour de Cassation a donc eu raison de casser le jugement de Boulogne, l'article 7 de la loi de 1907 s'applique dans notre cas (1). « Attendu, dit l'arrêt, que le juge de paix peut « autoriser... sans qu'il y ait lieu de distinguer si les époux « vivent ensemble ou sont séparés de fait. »

« Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement a fausement « appliqué et par suite violé l'article de la loi ci-dessus « visé, par ces motifs, casse..... »

La vraie solution était donc celle qu'avait tout d'abord admise le tribunal de Calais ; dans différents cas, d'autres tribunaux avaient également statué en ce sens (2) ; le tribunal de Saint Gilles, tout particulièrement avait du premier coup appliqué en termes très clairs l'article 7 de la loi de 1907 : « Attendu qu'il résulte des travaux prépara-

(1) Cassation, 1^{er} février 1909, S. 1909, 1 209.

(2) Paix Saint-Gilles, 15 mai 1908, D. P. 1908, 5. 59. — Paris, 7 déc. 1907, D. P. 1908, 2. 209.

« toires de la loi dont s'agit, que le droit pour chacun des
« époux..., que ces expressions en globent le cas qui est le
« plus fréquent d'abandon par l'un des époux du domicile
« conjugal. »

« Attendu qu'on ne saurait par conséquent se ranger à
« l'interprétation restrictive de la loi du 13 juillet 1907 qu'en
« a donnée une jurisprudence récente ; que décider en prin-
« cipe que la dite loi n'a pas été édictée en vue de la situa-
« tion d'époux qui ont cessé de vivre en commun est se
« mettre en contradiction avec l'esprit de cette nouvelle
« législation » ; puis le jugement reprend la discussion du
mot « ménage », en montrant avec juste raison qu'on ne
peut donner à ce mot le sens restreint du tribunal de Bou-
logne. « Ménage » comprend « l'ensemble des soucis et des
charges d'administration domestique » et ceux-ci peuvent
fort bien exister même en cas de séparation de fait.

Qu'arrive-t-il quand l'époux demandeur est coupable ?
Le juge de paix avant d'accueillir la demande n'a-t-il pas
un certain pouvoir d'appréciation et ne pourra-t-il pas tenir
compte des causes qui ont amené cette séparation ? Evidem-
ment même encore ici le ménage subsiste avec ses charges
et ses soucis et l'obligation alimentaire ne cesse pas d'être
due ; mais l'époux coupable ne peut réclamer à l'autre des
aliments et l'obliger à lui en donner (1).

Pour avoir ce droit il devrait prouver qu'il a été poussé

(1) En ce sens : Civ., 12 janv. 1874, D. 74, 1. 153.

à la séparation par de mauvais traitements ; il lui faut légitimer son absence du domicile conjugal (1).

Ce peut être par exemple le mari qui soit coupable et renvoie sa femme ; il ne peut la contraindre à rentrer au domicile conjugal qu'en lui offrant ce qui est nécessaire à ses besoins (2).

La vie commune peut se trouver interrompue par suite d'une circonstance spéciale : un départ forcé par exemple ou tout autre cas de force majeure ; il ne peut y avoir aucun tort contre l'un ou l'autre époux ; pas de doute alors que la loi de 1907 s'applique.

Sans être séparés, les époux peuvent être en instance de divorce ou de séparation de corps ; le mariage subsiste encore tant qu'il n'y a pas eu de jugement et quoique l'un des époux ait obtenu l'autorisation d'avoir une résidence séparée, l'autre pourra dans cette hypothèse bénéficier de la procédure rapide de l'article 7. C'est en ce sens que s'est prononcé le tribunal de paix de Saint-Nazaire le 26 juillet 1909 (3).

En résumé, aucune condition spéciale n'est mise à l'application de l'article 7 en dehors de l'abstention par l'un des époux de contribuer aux charges du ménage. Cela résulte des travaux préparatoires et de la destination de la loi. Enfants, régime matrimonial, travail séparé ou en com-

(1) Clichy, 26 nov. 1907, *Journ. des huissiers*, 1909, p. 29.

(2) Paix XVIII^e arr., 4 oct. 1907, *Mon. des justices de p.*, 1907 p. 302.

(3) Saint-Nazaire, 26 juillet 1909, S. 1910, 2. 322.

mun, salaire, tout cela est indifférent. La séparation de fait elle-même n'est pas un obstacle et nous ajouterons même que c'est surtout dans ce cas que la loi de 1907 recevra son application.

Nous avons vu qu'antérieurement à cette loi la jurisprudence avait admis la possibilité d'une demande de pension alimentaire, mais la procédure en était compliquée ; l'article 7 l'a simplifiée et au lieu d'une demande de pension suivie de saisie, cet article permet d'avoir recours à une saisie presque immédiate.

Dans le cas de vie en commun l'article 7 a introduit des règles nouvelles en permettant la saisie réciproque ; antérieurement en effet, la jurisprudence n'admettait pas l'action intentée par la femme contre le mari sous prétexte « que ce serait faire échec aux droits et pouvoirs du mari (1). »

(1) Nancy, 6 juillet 1895, D. 96, 2. 481.

CHAPITRE V

PROCÉDURE

Pour user du droit de saisie réciproque que leur donne l'article 7, les époux bénéficient d'une procédure simple et rapide, se déroulant toute devant le juge de paix et qu'organisent les articles 7 pour la compétence et 8, 9 et 10 pour les différentes phases de la procédure.

SECTION I

Compétence du juge de paix. Sa limite

Le seul juge de paix est compétent pour connaître de la saisie-arrêt qu'organise la loi de 1907. De droit commun, la saisie-arrêt relève du tribunal civil ; quel a donc été le but de cette loi en donnant pouvoir au juge de paix ?

La procédure est, dans ce cas bien plus simple, pas besoin du ministère d'avoué comme pour le tribunal civil, ni d'avocat ; les parties n'auront pas à attendre leur tour devant la multiplicité des affaires ; les parties elles-mêmes conduiront la procédure qui se mènera rapidement et cela ne répond-il pas au but de la loi ? S'il avait fallu attendre

l'inscription au rôle, le ménage dans la misère aurait eu le temps de consommer sa ruine tandis que l'époux coupable se souciait si peu de ses devoirs. Et puis le juge de paix est plutôt un conseiller qui essaie de mettre d'accord ses plaignants qu'un de ces magistrats qui réclament pour arriver à eux tout un attirail de procédure. M. Ferouillat (1), rapporteur à l'Assemblée constituante de 1848 disait :
« Si nous avons préféré l'intervention du juge de paix
« à celle des tribunaux, c'est qu'il est le magistrat naturel
« de la famille, le confident de la misère des plus humbles
« ménages, c'est que sa justice est plus paternelle, plus
« voisine et plus propre à faire cesser le dissentiment des
« époux. »

Les préliminaires d'un procès de la compétence du juge de paix ne sont-ils pas en effet la conciliation ou celui-ci essaie de rétablir la bonne intelligence entre les parties en leur montrant leurs torts et en les amenant à se faire de mutuelles concessions ?

A toutes ces qualités la procédure devant le juge de paix joint encore celle de l'économie et à part quelques frais de timbre et d'enregistrement, les plaideurs n'auront à payer d'honoraires ni aux avoués ni aux avocats. Les parties ont encore l'avantage d'éviter des frais et des ennuis de déplacement en s'adressant ainsi au magistrat le plus rapproché du siège de la contestation.

Le juge de paix est devenu le juge des pensions alimen-

(1) P. Morin, thèse, p. 339.

taires et la loi du 13 juillet 1907, en lui donnant compétence n'a fait que suivre le mouvement commencé par les lois du 12 janvier 1893 et du 12 juillet 1903.

La première en effet est intitulée : « Loi relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés » ; elle a donné compétence au juge de paix pour les saisies-arrêts concernant ces produits du travail. La seconde, relative à la compétence du juge de paix lui donne, dans son article 7, la connaissance « des demandes en pension alimentaire n'excédant pas en totalité 600 francs par an, et fondées sur les articles 203, 206, 207 du Code civil » ; mais dans l'énumération de ces articles ne figure pas l'article 212 qui servira de base à la demande des époux.

En matière de pension alimentaire, le juge de paix est donc compétent et il l'est dans notre cas en première instance dès que l'un des époux ne subvient pas spontanément aux charges du ménage. Mais cette compétence qui paraît si large a cependant une limite et cette procédure si simple ne pourra être utilisée que quand les revenus qu'il s'agit de saisir sont exclusivement le produit du travail ; si ceux-ci proviennent de capitaux reçus par succession ou donation, il faudra s'adresser au tribunal civil qui dans ce cas sera seul compétent.

La loi du 12 janvier 1893 avait fixé une limite. Elle ne donnait compétence au juge de paix que « sur les appointements ou traitements ne dépassant pas annuellement 2.000 francs » ; aucune limite n'était fixée en ce qui con-

cérne les salaires, mais la loi ne parlait que des ouvriers et employés ; celle du 12 juillet 1905 permettait l'appel au-dessus de 600 francs ; nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ce dernier point par rapport à la loi de 1907, mais disons de suite que celle-ci est plus large que la loi de 1895 car, que l'un des époux soit ouvrier, comédien, industriel ou médecin, qu'il gagne 2 francs par jour ou 20.000 francs par an, il peut bénéficier de l'article 7,

Ratione loci, le juge de paix compétent est celui du domicile du mari, quel que soit l'époux demandeur : ainsi s'exprime l'article 7 : « l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari... » Que les époux vivent ensemble ou soient séparés, qu'ils résident même l'un et l'autre dans une ville différente, le domicile du mari règle la compétence et l'on ne peut appliquer ici l'article 2 du Code de procédure civile ; il n'était pas possible, même en cas de séparation de fait, de donner une reconnaissance, si indirecte fût-elle, à cette situation irrégulière des époux en permettant au mari d'appeler sa femme défenderesse devant le juge de son nouveau domicile quand celle-ci vivait séparée.

Ratione materiæ, le juge de paix ne sera compétent que s'il s'agit de saisir-arrêter les produits du travail et de demander à l'époux négligent sa part de contribution aux charges du ménage.

Il est compétent même si les époux sont séparés de fait ; il ne peut donc être ici question de prorogation de compétence par un mari qui assisterait à toutes les phases de

l'instance malgré le jugement du tribunal de Valenciennes (1).

La compétence du juge de paix a-t-elle une limite et l'époux qui se réclame de l'article 7 doit-il restreindre sa demande ?

Le tribunal de Châlons-sur-Marne, le 19 mars 1909 (2) a décidé que la loi de 1907 ne dérogeait pas à la compétence du juge de paix telle que l'avait déterminée la loi du 12 juillet 1905 et qu'une femme qui voulait pratiquer une saisie sur les produits du travail de son mari, pour une pension qui dans la demande se montait à 980 francs, devait obtenir un ordonnance du président du tribunal civil, puis poursuivre la validité de cette saisie devant ce tribunal.

L'époux demandeur devrait donc d'après ce jugement restreindre sa demande et se conformer aux règles de compétence du juge de paix, c'est-à-dire : 300 francs sans appel et 600 francs à charge d'appel.

Le tribunal de Châlons, dans notre cas, a faussement interprété la loi de 1907 (3) et le renvoi qu'il fait à la loi du 12 juillet 1905 est inopérant. La loi de 1907, en effet, dans son article 7, donne au juge de paix le droit de connaître des demandes en saisie faites par l'un des époux contre l'autre et la loi de 1905 ne donne à ce même magistrat aucune compétence pour les saisies entre époux.

(1) Valenciennes, 25 mars 1909. *Le Droit*, 25 juin 1909.

(2) Châlons-sur-Marne, 19 mars 1909, S. 1910, 2. 321.

(3) En ce sens : P. Morin, *op. cit.*, p. 338.

L'article 7 de cette loi ne lui permet de connaître que « des demandes de pensions alimentaires n'excédant pas 600 francs et fondées sur les articles 203, 206 et 207 du Code civil » ; or ces articles ne parlent que des pensions alimentaires dues entre descendants et ascendants, gendres, belles-filles et beaux-parents ; les époux ne figurent donc pas dans cette énumération puisque la demande qu'ils pourront former sera basée sur l'article 212 du Code civil.

La loi de 1907 organise une procédure simple et rapide, une compétence spéciale et nouvelle dont les époux intéressés doivent pouvoir bénéficier quel que soit le chiffre de leur demande. La compétence du juge de paix est dans ce cas illimitée et d'ailleurs on ne pourrait en décider autrement en consultant les termes dont s'est servi le législateur dans son article 7. L'époux demande à « toucher « des salaires ou du produit du travail de son conjoint « une part en proportion de ses besoins » ; il réclame cette contribution et c'est au juge du fait à la fixer, et à déterminer la quotité saisissable. La loi ne donne aucun chiffre et son but ne permet aucune distinction. On peut en conclure que la compétence du juge de paix est illimitée.

SECTION II

Introduction et marche de l'instance

La procédure proprement dite est réglée par les articles 8 et 9 de la loi du 13 juillet 1907. Nous avons déjà

dit qu'elle était très simple et d'ailleurs cette loi est très brève ; elle donne très peu de règles relativement à cette procédure, aussi devons-nous en déduire que toutes les fois que la loi n'aura pas réglé spécialement un point déterminé en fixant une règle nouvelle ou en dérogeant à une règle ancienne, le droit commun s'appliquera purement et simplement.

L'article 8 règle l'introduction de l'instance : « Le mari
« et la femme seront appelés devant le juge de paix par
« un simple avertissement du greffier en la forme d'une
« lettre missive recommandée à la poste, indiquant la
« nature de la demande. »

« Ils doivent comparaître en personne, sauf le cas d'em-
« pêchement absolu et dûment justifié. »

Cet article n'a pas eu sa rédaction définitive du premier coup et nous devons à M. Legrand deux modifications qui ont eu pour but de compléter et de préciser le sens de cet article 8. Par un amendement présenté au Sénat, M. Legrand a fait ajouter au paragraphe premier les mots « indiquant la nature de la demande » et au paragraphe deuxième ceux de « dûment justifié. » M. Guillier, alors rapporteur, a combattu ces amendements déclarant que l'addition proposée par M. Legrand était inutile : « La
« loi de 1838, dit-il, a déterminé les conditions de forme
« que doivent remplir les avertissements et elle indique au
« greffier les mentions qui doivent y figurer ; au nombre
« de celles-ci se trouve l'objet de la demande. Nous ne
« changeons rien à cette loi. Nous disons qu'on appelle

« les époux devant le juge de paix par un simple avertissement, ce qui implique un avertissement rédigé dans les conditions applicables à tous les avertissements. Il n'y aura pas d'avertissement spécial aux demandes formées par le mari contre la femme et un autre spécial aux demandes formées par des tiers contre le mari ou la femme. »

M. Legrand a répondu : « Je maintiens mon amendement, il ne s'agit pas des avertissements de 1838 qui sont des avertissements de conciliation à propos desquels le juge de paix n'a pas à juger ; toutes les fois que le juge de paix doit statuer, il faut que l'objet de la demande soit bien précisé ; j'insiste absolument pour que l'avertissement contienne une indication précise à cet égard. » L'article 8 fut alors corrigé tel qu'il est (1).

Cet article 8 apporte une grave dérogation à la procédure ordinaire ; de droit commun en effet le préliminaire de la procédure devant le juge de paix est la conciliation. Avant d'entamer les débats, le juge doit par les remontrances nécessaires essayer d'amener les parties à transiger. Rien de tout cela dans la loi de 1907. Le permis de citer qui suit la conciliation au cas de non accord des partis devient par suite inutile ; pas besoin non plus du ministère d'huissier. La loi a simplifié ici autant qu'il lui était permis de le faire et en écartant les huissiers, elle supprime des frais et ménage les susceptibilités des époux.

(1) Sénat, 14 mai 1907, *J. off.* du 15, Déb. parlam., p. 628.

Le conjoint qui veut saisir s'adresse au greffier qui convoque les parties par une simple lettre recommandée indiquant la nature de la demande.

Contrairement au droit commun, la femme, pour citer son mari, n'a besoin d'aucune autorisation ; elle peut ester en justice, comme elle l'entend, pour soutenir les droits que lui reconnaît la loi de 1907 (1).

La loi ne parle pas du délai dont devront bénéficier les époux pour comparaître ; l'article 5 du Code de procédure civile reçoit donc ici son application et « il y aura un jour, « au moins entre celui de la citation et le jour indiqué par « la comparution » ; naturellement il faudra ajouter un jour par trois myriamètres si la partie citée est domiciliée au delà de cette distance.

Au jour fixé, les parties doivent comparaître en personne sauf cependant s'il y a empêchement absolu ou dûment justifié. Elles pourront prouver le cas de force majeure par tous les moyens possibles, par des certificats médicaux par exemple ou tous autres qu'elles voudront.

Les parties seront-elles entendues au bureau de conciliation, ou le seront-elles à l'audience publique ? Pour le décider, il faut savoir quel est le caractère de la décision que rend le juge de paix. Or cette décision est bien un jugement et pour s'en convaincre il n'y a qu'à consulter l'article 9 qui parle de « la signification du jugement ». Ce n'est qu'en audience publique qu'un jugement peut être rendu.

(1) Paix : Saint-Gilles, 15 mai 1908, *Gaz. du palais*, 1908, 1. 603.
— Trib. Bordeaux, 9 nov. 1908, *Le Droit*, 16 fév. 1909.

Était-il bien nécessaire de forcer les deux époux à comparaître ainsi publiquement sans avoir eu auparavant le secours de la conciliation ? Nous ne le croyons pas ; car à part quelques cas, qui seront plutôt rares, quand un époux en arrive à demander l'autorisation de saisir les salaires de l'autre, c'est que le ménage ne va déjà pas très bien ; il y a des torts à la charge de l'un des deux époux ; des discussions ont déjà pu se produire et il est pénible de les voir se renouveler en public ; et puis souvent, quand quelque affection subsiste encore, il est toujours ennuyeux d'étaler au grand jour sa misère et de dévoiler les défauts ou les vices de son conjoint.

Le juge de paix aurait pu, après avoir entendu les parties, rendre une ordonnance qui eut été tout aussi exécutoire qu'un jugement et si vraiment la loi de 1907 avait voulu écarter l'intermédiaire de l'avoué ou de l'homme d'affaires, pour ménager les susceptibilités, elle aurait continué son œuvre.

L'époux cité peut ne pas comparaître ; il y aura défaut, sauf si son absence est justifiée et s'il y a empêchement absolu. L'époux absent peut se faire représenter par un mandataire en cas d'empêchement justifié. Ne pas accorder ce droit serait un déni de justice et il faut bien admettre que dans le cas où le mari est parti très loin, la femme qui doit l'assigner devant le juge de paix de son nouveau domicile ne peut être obligée à faire la dépense d'un voyage peut-être coûteux. Pas de règles spéciales pour être mandataire et les avoués et les avocats pourront même, depuis la loi

du 12 juillet 1905 prendre cette qualité sans procuration. L'article 26 dit en effet que les avoués et les avocats « sont dispensés de présenter une procuration devant les juges de paix. »

SECTION III

Jugement et pouvoirs du juge

Avant de rendre son jugement, le juge de paix peut se faire une opinion par tous les moyens possibles et il devra tenir compte de multiples faits. Si les époux vivent déjà séparés de fait, la question se pose de savoir de quel côté viennent les torts et si l'époux coupable est le demandeur, si c'est par sa faute qu'il y a eu séparation, le juge ne peut lui accorder aucun droit avant qu'il n'ait réintégré le domicile conjugal. La femme qui vit séparée devra, pour obtenir une pension, légitimer son éloignement (1).

Les facteurs les plus importants et les plus délicats à apprécier sont d'abord les besoins de l'époux demandeur et ensuite les ressources de chacun. On ne peut dans ce cas formuler de règles générales et il faut s'en rapporter à l'appréciation du juge qui est le mieux placé pour avoir les éléments nécessaires. Les besoins varient suivant qu'il y a des enfants ou non et suivant leur nombre. La

(1) Paris, 12 janv. 1874. D. P. 74, 1. 153. — Cass., 12 janv. 1874. D. 76, 1. 153. — Cass., 2 janv. 1877. D. 77, 1. 162. — Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e éd., t. V, 5470, p. 132, 133.

situation des époux est encore à envisager car il est bien certain que les besoins d'un ménage d'ouvriers ne sont pas les mêmes ni aussi nombreux ni les mêmes que ceux d'un ménage de commerçants ou d'industriels.

L'appréciation des besoins de l'époux demandeur aura pour limite celle des ressources du ménage et le juge devra tenir compte ici non seulement des produits du travail des époux, mais encore des revenus autres tels que ceux de leurs capitaux sans oublier de laisser à l'époux saisi une part suffisante pour vivre.

Il jouit d'un pouvoir souverain et ce n'est pas « se substituer au mari dans l'administration de la communauté », que d'apprécier les revenus autres que ceux du travail pour déterminer la somme que la femme est en droit de réclamer. Le juge de paix a le devoir d'apprécier ces autres revenus et d'ailleurs on peut dire que l'article 7 a ici le même sens que l'article 208 du Code civil pour lequel nous avons une longue jurisprudence qui peut servir à nous guider (1). La saisie n'est cependant possible que sur les produits du travail. Les expressions : « dans la mesure de ses facultés » et « en proportion de ses besoins », dont se sert l'article 7, montrent bien qu'avant de donner l'autorisation de saisir-arrêter, le juge de paix doit apprécier ces facultés et ces charges et il ne peut le

(1) Req. 23 janv. 1893. D. P. 93, 1. 484. — Bordeaux, 22 mars 1893. D. P. 93, 2. 342. — Tribunal civ. d'Avesnes, 13 juillet 1894. D. P. 95, 2. 201.

faire qu'en recueillant des époux et d'autres personnes les éléments qui lui sont nécessaires.

Pour accorder un droit de saisie, le juge a encore besoin d'en juger l'opportunité car il est bien évident que ce droit ne peut être accordé qu'à la condition que les besoins de l'époux demandeur soient immédiats et indispensables (1).

Pour apprécier en toute connaissance de cause, le juge peut user des moyens que le droit commun met à sa disposition notamment de l'enquête qui aura lieu dans la forme usitée devant les justices de paix.

Le juge ayant réuni tous ses éléments, deux cas peuvent se présenter : la demande est injustifiée, la solution est alors très simple : le demandeur est débouté. La demande au contraire a sa raison d'être, le juge va donner alors l'autorisation de saisir-arrêter une part des produits du travail ; mais quelle part va-t-il fixer ? Évidemment il ne peut autoriser la saisie sans fixer une quotité (2) ; ce sera suivant les besoins et suivant les salaires le quart, le tiers ou toute autre quotité que le juge pensera être nécessaire ; ce peut-être même une somme déterminée. La fixation d'une somme déterminée a sur celle d'une fraction l'avantage d'être moins sujette aux fraudes que l'époux coupable pourrait commettre d'accord avec son patron pour diminuer le montant des salaires ou des appointements ; d'ailleurs en pratique, les juges fixent de préfé-

(1) Charenton-le-Pont, 16 février 1910, *Gaz. trib.*, 2. 322.

(2) Valenciennes, 25 mars 1909, *Le Droit*, 25 juin 1909.

rence à une fraction une somme qui peut être une partie ou la totalité des salaires.

Le tribunal de Valenciennes, le 25 mars 1909, a cependant décidé le contraire et il a admis que lorsqu'une femme, par exemple, réclame en sa faveur l'application de l'article 7 de la loi de 1907, pour saisir une part des salaires de son mari, le juge ne peut l'autoriser à saisir ces salaires que jusqu'à concurrence d'une certaine quotité déterminée par lui et non pas jusqu'à concurrence d'une somme fixe. Ainsi la fraction fixée aura l'avantage de suivre les fluctuations des salaires et comme eux deviendra variable suivant les aléas du travail.

La saisie peut être autorisée pour une certaine période seulement (1) ; cette solution laisse au conjoint oublieux de ses devoirs, le temps de revenir à de meilleurs sentiments en même temps qu'elle ménage sa susceptibilité, et si cette espérance était déçue, le plaignant aura toujours la faculté de recourir à une nouvelle demande.

De quels pouvoirs jouit le juge de paix pour fixer la quotité saisissable ? Nous admettrons qu'il possède un pouvoir d'appréciation souverain, toutes les fois qu'aucun texte, contrat, jugement ou loi n'a pas déjà fixé la part de la contribution des époux.

Quel sera le pouvoir du juge de paix quand la contribution des époux est déjà fixée par le contrat de mariage ou par la loi ? Le rapporteur à la Chambre, M. Violette,

(1) Clichy, 26 nov. 1907, *Journal des huissiers*, 1909, p. 29.

disait : « Il est entendu que l'article 7 n'abroge « nullement l'article 1537 du Code civil spécial au régime de « la séparation de biens aux termes duquel chacun des « époux contribue aux charges du ménage suivant les « conventions contenues en leur contrat; et s'il n'en « existe pas à cet égard, la femme contribue à ses « charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

Le pouvoir souverain que nous donnions précédemment au juge doit lui être maintenu. En effet, la part contributive des époux fixée au contrat de mariage ne porte que sur les revenus du capital que possédaient les époux au jour du contrat. Il ne s'agit ici que du capital et dans la loi de 1907, il s'agit du travail et en admettant même que les époux aient également fixé cette part eu égard aux produits de leur travail dont ils jouissaient alors, nous dirons que cette catégorie de revenus peut toujours varier.

Quant à l'article 1537, on admettait déjà bien avant la loi de 1907 que la part des époux était susceptible de varier et nous trouvons notamment à ce sujet un arrêt de la Cour de Cassation (1) obligeant la femme à subvenir aux charges du ménage même sur les revenus de ses biens paraphernaux et pour une part calculée *ex-aquo et bono* dès que les revenus de sa dot ou des biens du mari ne suffisent plus à faire vivre le ménage. « Attendu, dit « l'arrêt, que l'article 1675 ne doit pas être appliqué « dans un sens absolu. »

(1) Cassation, 2 juillet 1851. D. 51, 1. 272.

« Attendu que quand les revenus de la loi sont insuffisants, l'équité exige que la femme contribue aux charges sur ses biens paraphernaux. »

Dans un dernier cas, la part contributoire des époux peut être déjà réglée par un jugement; quel sera le pouvoir du juge dans ce cas?

Ecartons d'abord le cas d'un jugement prononçant le divorce; la loi de 1907, en parlant de saisie-arrêt de l'un des époux contre l'autre, suppose que le mariage existe toujours; or s'il y a divorce, il n'y a plus mariage. Mais au lieu de divorce prononcé, il peut y avoir instance en divorce ou en séparation et un jugement peut déjà avoir été rendu pour ordonner une enquête par exemple; le juge peut avoir rendu une ordonnance de non-conciliation; si dans tous ces cas une pension alimentaire se trouve fixée, le juge de paix n'a plus qualité pour reviser le jugement ou fixer une quotité différente. L'article 7 cependant peut encore dans ce cas recevoir son application; l'époux condamné à fournir pension peut mettre une certaine mauvaise volonté à s'acquitter de sa dette et si son conjoint, pour le forcer à payer, veut saisir-arrêter ses salaires, il invoquera la procédure de l'article 7; mais le juge de paix saisi de la demande n'aura plus son pouvoir d'appréciation souverain et il ne pourra autoriser la saisie que jusqu'à concurrence de la pension allouée par le tribunal.

Le tribunal de Saint-Nazaire, le 26 juillet 1909 (1) avait

(1) Paix : Saint-Nazaire, 26 juillet 1909. D. 1910, 2. 322.

à juger si l'article 7 était applicable dans le cas d'une instance en divorce. « Attendu, dit ce tribunal, que « l'article 7 est applicable alors même que les époux sont « séparés de fait, alors même encore qu'ils sont en « instance de divorce ou de séparation de corps, et que la « femme a été pourvue d'une résidence distincte » ; le tribunal admet donc dans notre cas l'application de l'article 7 et il reconnaît même à l'époux demandeur le droit de choisir entre l'article 238 du Code civil qui donne au président du tribunal civil pouvoir de statuer sur la pension alimentaire et l'article 7 et même celui d'invoquer la loi de 1907 en renonçant aux avantages que lui accordait l'ordonnance ou le jugement provisoire. « Attendu « que la dame..... déclare renoncer au bénéfice du jugement avant faire droit.....

« Que dans ces conditions, l'époux en instance a non « seulement le droit de choisir entre l'article 238 et la loi « de 1907, mais peut invoquer la loi nouvelle en renonçant « au bénéfice de l'ordonnance ou du jugement provisoire. » A l'appui de sa thèse, le tribunal disait il est vrai : « Le « jugement du tribunal civil du 1^{er} août 1908 est un « jugement provisoire et ces jugements ne font que donner « une solution convenant à un chef urgent en attendant « la solution définitive. »

Malgré tout, la prétention du tribunal n'est pas admissible ; les articles 238 et 240 du Code civil ont organisé des règles spéciales pour notre cas, donnant compétence au tribunal civil et c'est à lui, quand il est saisi d'une demande

en divorce ou en séparation, à ordonner les mesures provisoires. Le juge de paix n'a pas le pouvoir de reviser l'ordonnance ou le jugement rendu par le juge compétent (1), il n'a plus son pouvoir d'appréciation : il peut cependant, comme nous le disions, autoriser la saisie de la loi de 1907 contre l'époux négligent pour obtenir une partie de son salaire et dans les limites du jugement du tribunal. Son rôle se bornerait alors à autoriser la saisie pour permettre à l'époux en faveur duquel la pension a été accordée de se faire payer cette pension.

SECTION IV

Exécution et effets du jugement

Les deux seuls articles, qui dans la loi de 1907, parlent de l'exécution du jugement, sont les articles 9 et 10 premier paragraphe.

L'article 9 porte : « La signification aux conjoints
« et aux tiers débiteurs du jugement autorisant l'un des
« époux à toucher une partie des salaires ou émoluments
« de son conjoint, vaut attribution à son profit des sommes
« dont la saisie a été autorisée, sans qu'il y ait besoin
« d'aucune autre procédure. »

L'article 10 actuel est dû à un amendement de

(1) En ce sens : trib. civ., Toulouse, 30 oct. 1909 ; — Lalou, *Les droits de la femme mariée*, p. 209 et suivantes,

M. Legrand, adopté sans discussion (1) ; il est ainsi conçu :
« Les jugements rendus en ces matières seront exécutoires
« nonobstant opposition ou appel. »

L'époux bénéficiaire de l'autorisation de saisie arrêt fait signifier le jugement à son conjoint et aux tiers débiteurs et sans autre procédure, cette signification lui vaut attribution des sommes saisies. La signification a lieu dans les formes ordinaires par ministère d'huissier.

Une difficulté se présente à propos du tiers auquel devra être faite la signification. Si le saisi est un ouvrier ou un employé travaillant d'une façon régulière chez le même patron, la signification se fera sans peine entre les mains de ce patron ; mais si l'ouvrier change chaque jour de place ou si le saisi exerce une profession libérale, s'il est médecin par exemple, à qui faire la signification ? Si l'on connaît le patron ou le débiteur, la chose sera aisée ; elle le sera encore dans le cas où l'époux condamné aurait fait sur les produits de son travail quelques économies qu'il aurait placées dans une banque ; s'il n'y a rien de tout cela, que de difficultés vont naître et compliquer l'exécution du jugement ?

Les sommes saisies peuvent déjà avoir été frappées d'autres saisies par différents créanciers ; quel va être le sort des oppositions antérieures ; seront-elles primées par celle du conjoint saisissant ? Aura-t-il un privilège ?

A lire l'article 9, on pourrait croire à l'existence de ce

(1) Sénat, 24 mai 1907, *Jour. off.* du 25, débats parlem.

privilège et les mots : « Vaut attribution au conjoint des « sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédé « dure », semblent bien le créer ainsi que les explications que donnait M. Violette dans son rapport à la Chambre (1) : « Il faut envisager, dit-il, l'éventualité ou « une saisie pratiquée en vertu de l'article 7 se trouvera en « concurrence avec une ou plusieurs saisies émanant « d'autres créanciers. Nul doute que la saisie pratiquée « en vertu de l'article 7 devra être satisfaite par préférence « à toutes autres. Le texte de l'article indique en effet « nettement que les sommes qu'il s'agit ainsi de saisir « arrêter ont un caractère alimentaire ; ainsi aucune « autre procédure ne peut donc les distraire de leur destination naturelle. D'ailleurs, les dispositions de l'article 7 « se combinent naturellement avec celles de la loi sur la « saisie-arrêt des petits salaires. »

Tout cela n'est qu'une question de mots et il faut nous en tenir au vieil adage : « Pas de privilège sans texte » ; la plupart des auteurs ont admis cette solution (2). Accorder un privilège dans cette circonstance aurait évidemment un but très louable et ce serait répondre au caractère de la loi de 1907 qui est une loi de protection ; mais il ne faut pas tout sacrifier à un intérêt particulier. Les autres tiers

(1) *Journ. off.*, 30 août 1907, p. 962.

(2) Eu ce sens : Le Courtois et Surville, *La loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée*. — Colin et Legrand : *Des produits du travail dans le mariage*. — Lalou, *op. cit.* — En sens contraire : P. Morin, thèse citée, p. 343.

saisissants peuvent être tout aussi intéressants et il est nécessaire de respecter les droits qu'ils ont déjà acquis. Si un privilège était accordé, il s'appliquerait naturellement à tous les produits du travail et quelle que soit leur importance, aussi bien au salaire de deux mille francs qu'à celui de vingt mille et le bénéficiaire d'un salaire aussi élevé pourrait alors frauder ses créanciers sous le couvert de la loi ! L'équité s'y oppose et si le privilège eût été acceptable pour des salaires modiques il ne l'était plus pour des salaires élevés.

Il nous faut voir comment se combinent les lois de 1895 sur la saisie des salaires et petits traitements et de 1898 sur les accidents du travail avec celle de 1907 ; le conjoint saisissant subissant le concours des autres créanciers opposants pour toute somme ne rentrant pas dans ces deux lois.

La loi du 12 janvier 1895 s'occupe des salaires ou appointements ne dépassant pas deux mille francs par an ; elle ne permet la saisie que d'un dixième, avec la permission d'en céder un autre. La saisie de la loi de 1907 n'est-elle possible que sur ce dixième comme les autres saisies ?

Les neuf dixièmes qui restent disponibles, le sont dans l'intérêt du ménage. Ce dixième qui est réservé aux créanciers est une quotité bien modique et vont-ils encore se le voir enlever par un créancier alimentaire alors que la loi laisse déjà à ce dernier neuf dixièmes dans le même but que celui poursuivi par la loi de 1907 ? Évidemment non ; et l'époux qui demande l'autorisation de saisir d'après

l'article 7, n'aura de droits que sur les neuf dixièmes restant. Le droit de saisie de l'article 7 déroge encore à la saisie telle qu'elle est établie pour le traitement des fonctionnaires qui touchent plus de deux mille francs d'après la loi du 21 ventôse an IX. Les créanciers ne peuvent saisir que jusqu'à concurrence d'un cinquième sur les premiers mille francs, d'un quart sur les cinq mille francs suivants et d'un tiers sur les portions excédant six mille francs.

Il peut se produire à propos de la loi de 1895 un conflit entre l'article 3 de cette loi qui établit un privilège pour certaines pensions alimentaires et le droit de saisie de l'article 7 de notre loi. Deux saisies peuvent être faites conformément à ces deux lois; la première ne subissant pas la restriction du dixième, la seconde y étant soumise. Il n'y aura aucune préférence à accorder à l'une ou à l'autre de ces deux saisies; elles viendront au marc le franc et se partageront la somme disponible.

La signification du jugement vaut attribution, dit l'article 9, des sommes saisies-arrêtées. Le bénéficiaire peut donc sans procédure, à la condition toutefois qu'il n'y ait pas d'autres saisies, toucher lui-même la somme fixée; ainsi la loi de 1907 déroge aux règles du droit commun. En effet dans une saisie-arrêt ordinaire, le juge ne fait qu'accorder une mesure conservatoire; la loi de 1907 au contraire fixe une quotité sur laquelle le saisissant a des droits immédiats et qui devra lui être payée directement. Si le débiteur refusait de payer, il

faudrait alors l'assigner en déclaration affirmative devant le juge de paix.

SECTION V

Modification du jugement et voies de recours

Les circonstances qui ont amené l'un des conjoints à demander la saisie peuvent changer; les charges du ménage sont susceptibles d'augmenter ou de diminuer et les revenus de suivre le même mouvement. La décision du juge de paix a besoin alors d'être modifiée et l'on voit ici l'avantage d'un jugement n'accordant la saisie que pour un temps.

L'article 10 *in fine* autorise ce changement : « Les juges
« ments pourront être modifiés si la situation respective
« des époux le justifie. » C'est déjà d'ailleurs la solution qu'appliquait auparavant la jurisprudence (1). « Les juges
« en fixant les aliments qui seront fournis par un père à
« son enfant jusqu'à la majorité de celui-ci, ne portent
« pas atteinte à la règle qui veut que la pension alimentaire puisse être diminuée si les facultés de celui qui la
« doit diminuent alors qu'aucune disposition du juge ou de
« l'arrêt n'interdit au père le droit de demander la réduction. » Si les circonstances ne changent pas, il faut

(1) Cass., 23 juin 1841. S. 41, 1. 630. — Baudry et Houques, *Traité des personnes*, 3^e éd., t. III, p. 654.

admettre qu'il y a chose jugée (1) et un arrêt de la cour de Cassation, du 11 avril 1865, décide que quand les juges ont statué, quelle que soit la situation des époux, ils doivent être réputés avoir apprécié cette situation comme élément de leur décision ; leur décision « a l'autorité de la « chose jugée quant au chiffre et à la durée de l'allocation « et le mari n'est pas recevable à en demander la modification. »

Quand il s'agit de pension alimentaire, les jugements peuvent toujours être modifiés et l'article 10 ne fait qu'appliquer le droit commun. Mais la modification d'un jugement de cette nature n'est possible que si celui-ci autorise la saisie de sommes à toucher périodiquement ; car dans le cas contraire, si le jugement autorisait la saisie d'une somme déterminée et pour une fois seulement, celui-ci tomberait avec son exécution.

Les parties peuvent-elles modifier d'elles-mêmes le premier jugement sans avoir à nouveau recours au juge de paix ? Il n'y a pas de raison pour ne pas admettre une convention de cette nature, mais logiquement est-elle possible ? L'article 7 autorise la saisie au profit de l'un des époux dès que l'autre ne subvient pas spontanément aux charges du ménage ; comme le sous-entend cet article, cette saisie implique mauvaise volonté, oubli d'un devoir impérieux ; pour qu'il y ait saisie, il faut que celui qui va être condamné ne donne pas spontanément ; or si les époux

(1) Cass., 11 av 1865. S. 66, 1. 238. — Baudry et Houques *op. cit.*, p. 654.

sont d'accord et veulent modifier le jugement, logiquement ils ne pourront le faire que pour supprimer l'autorisation obtenue, car dans le cas contraire mieux vaudrait pour l'époux coupable s'acquitter directement que d'autoriser son conjoint à toucher plus par exemple ou de permettre au tiers saisi de payer directement. Pour que de telles conventions soient logiques, il faudrait admettre que l'époux saisi a des habitudes de dépense et se reconnaît trop faible pour résister à ses penchants. Pareilles conventions d'ailleurs sont toujours révocables elles n'ont pas la force exécutoire d'un jugement.

La procédure à suivre pour obtenir la modification d'un jugement est la même que celle qui a servi une première fois pour le dit jugement. Les parties seront convoquées par une lettre recommandée indiquant le jour de comparution devant le juge de paix du domicile du mari et l'objet de la demande. Elles comparaitront en personne, sauf le cas d'empêchement absolu et avec justification ; cette comparution aura lieu en audience publique. Puis le jugement rendu, sa seule signification le rendra exécutoire comme l'était celle du premier jugement.

Le jugement autorisant la saisie est susceptible des voies de recours ordinaires et il est exécutoire aux termes de l'article 10 « nonobstant opposition ou appel. » La mention de ces deux voies de recours indique que le législateur a entendu les admettre.

L'opposition est une voie de rétractation accordée au conjoint qui n'a pas répondu à sa convocation. Quelle en

est la procédure, quel en est le délai? Le législateur n'en dit rien et il nous faut appliquer ici les règles du droit commun. L'opposition ramène devant les mêmes juges le débat en les invitant à apporter cette fois plus d'attention, car nul ne peut être condamné sans avoir été entendu.

Dès le jugement rendu, l'époux défaillant peut former opposition et il ne doit pas attendre comme pour l'appel qu'un certain délai se soit écoulé ; l'opposition est recevable, aux termes de l'article 20 du Code de procédure civile dans les trois jours qui suivent la signification du jugement « par l'huissier du juge de paix ou autre qu'il aura commis » (1). L'exploit d'huissier doit mentionner les moyens d'opposition, il doit contenir une assignation au plus prochain jour d'audience avec le délai minimum d'un jour franc. Les jour et heure de la comparution doivent être indiqués. Le juge de paix rendra un nouveau jugement qui à tous égards sera contradictoire même en cas d'un nouveau défaut et qui ne sera plus susceptible d'opposition, car « opposition sur opposition ne vaut. »

La partie condamnée a encore la ressource de l'appel et la loi de 1907 est à peu près muette sur cette voie de recours ; seul l'article 10 y fait allusion en ces termes ; « les jugements seront exécutoires nonobstant appel » ; on peut en conclure que tous les jugements sont susceptibles d'appel. Nous pouvons ici écarter la loi du 12 juillet 1905, car l'article 212 du Code civil qui sert de

(1) Civ., 20 nov. 1894. D. P. 96, 1. 12.

base à l'article 7 de la loi de 1907 ne figure pas dans les articles que mentionne la loi sur la compétence des juges de paix, et puis cet article 212 permet l'appel des demandes de pension alimentaire.

Le délai d'appel est celui que donne l'article 13 de la loi du 25 mai 1838 : « L'appel des jugements des juges de « paix ne sera recevable ni avant les trois jours qui « suivront celui de la prononciation des jugements, à « moins qu'il n'y ait lieu à exécution provisoire, ni après « les trente jours qui suivront la signification à l'égard des « personnes domiciliées dans le canton. » Le délai sera augmenté comme il conviendra dans les cas des articles 73 et 1033 du Code de procédure civile ; celui-ci ne commence à courir que du jour de la signification du jugement. L'assignation doit contenir constitution d'un avoué près le tribunal de première instance et l'on suit ici les formes du droit commun. La signification du jugement ainsi obtenu a la même force et produit les mêmes effets que celle du jugement du juge de paix.

SECTION VI

Enregistrement

Pour terminer la procédure, disons encore quelques mots sur les droits d'enregistrement ; une question fut soulevée à ce propos et une circulaire du garde des

sceaux a mis fin aux difficultés (1). Les époux qui demandent l'autorisation de saisir les salaires de leur conjoint d'après la loi de 1907 vont, disait-on, avoir à supporter des frais d'enregistrement peut-être trop onéreux pour eux et on s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de dispenser ici les époux des droits de timbre, étant donnés l'utilité et le but de la loi.

Le garde des sceaux a répondu que la loi de 1907 ayant une portée générale s'appliquait aussi bien aux riches qu'aux pauvres et si l'on exemptait des droits de timbre ceux qui saisissent en vertu de l'article 7, on déchargerait ainsi des personnes aisées qui pourraient payer. Ce droit d'enregistrement, basé sur la loi du 22 frimaire an VII, est au fond justifié puisqu'il est proportionnel à la pension accordée et par conséquent aux revenus du conjoint. D'ailleurs ceux qui seraient dans l'impossibilité d'acquitter ces droits, auront toujours la ressource de l'assistance judiciaire. Le garde des sceaux ajoutait : « La perception du droit de 1 % n'est effectuée que si la durée de la saisie « est indéterminée. Les juges devront donc évaluer le plus « exactement possible le temps où cette saisie paraît être « utile. Dans tous les cas où les juges penseront que la « saisie n'a pas besoin d'être autorisée pour plus de « dix ans, ils devront fixer d'une manière précise la durée « de l'autorisation accordée et ne pas fixer trop courte la « limite, pour éviter aux parties de recommencer: »

(1) Circulaire du 29 oct. 1909, *Journal des juges de paix*, déc. 1909.

DEUXIÈME PARTIE

Législations étrangères

CHAPITRE UNIQUE

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Après avoir étudié la loi du 13 juillet 1907, il convient d'examiner les législations étrangères sur notre sujet et de voir ce qu'elles ont fait qui nous soit supérieur ou inférieur. Presque toutes ont réglé depuis longtemps la situation de la femme et la question de contribution aux charges du ménage ; beaucoup ont commencé le mouvement dès 1890 et celles qui étaient restées en arrière ont fait une large place à la réforme dans leurs nouveaux codes civils. C'est avec regret qu'il nous faut constater que nous avons été les derniers à rendre à la femme une place qu'on lui avait refusée et que la civilisation lui imposait.

§ I. — ÉTAT DE MASSACHUSETTS

La loi la plus ancienne que nous rencontrons est celle de l'état de Massachusetts qui remonte au 17 avril 1885.

Cette loi fait pour chacun des époux un devoir impérieux de contribuer aux charges du ménage et de ne pas abandonner le foyer. La sanction qu'elle édicte est une peine sévère, solution à laquelle n'ont pas songé nos législateurs ; l'époux coupable est passible d'une amende de vingt dollars au plus et dans les ménages pauvres, comme le coupable le plus souvent ne pourra pas payer, il sera alors puni d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois au maximum. Nous verrons dans la conclusion ce qu'il faut penser de ce système en étudiant celui proposé par M. Charmont en 1901.

§ II. — NORVÈGE

Un peu plus douce et la loi norvégienne du 6 juillet 1892 ; au lieu d'un système de pénalité elle fait une application de la contrainte par corps.

Tout chef de famille doit subvenir à l'entretien des siens et son obligation est sanctionnée soit par des garanties données par le coupable soit par la contrainte par corps. Les articles 10 *in fine* et 11 nous apprennent en effet que :
« Au lieu d'être interné dans un établissement de travail

« obligatoire, le père pourra, par décision de l'autorité
« supérieure, être affecté à un travail pour le compte du
« public ou des particuliers, s'il est possible de le faire de
« manière à produire un produit suffisant pour l'accom-
« plissement de son obligation alimentaire ».

Les garanties ainsi données à la famille sont encore augmentées par le Code pénal qui prévoit le cas où l'abandon du foyer et l'inexécution de l'obligation alimentaire auraient porté atteinte au corps ou à la santé ; le coupable est alors puni de peines sévères qui vont de deux à cinq ans de réclusion. Le système des astreintes nous paraît ici suffisant et il n'y avait pas besoin de l'aggraver encore par des mesures si rigoureuses.

§ III. — ANGLETERRE

La loi anglaise est beaucoup moins sévère que toutes les lois précédentes et elle fait une distinction suivant que les fautes sont commises soit à l'égard de la femme, soit à l'égard des enfants.

Pour les enfants, la loi du 17 août 1894 a une portée générale et ne s'applique pas seulement au chef de famille ; toute personne qui ayant la garde d'un enfant l'abandonne ou même néglige de pourvoir à ses besoins est passible d'un emprisonnement de deux ans au plus avec ou sans travail et au moins d'une amende de cent livres. Une loi du 19 avril 1898, voisine de cette loi anglaise,

a réglé en France « la répression des violences, voies de
« fait, actes de cruauté et attentats commis envers les
« enfants. »

Quant à la femme, rien ne la protège. Abandonnée de son mari ou en butte à ses refus ou à sa négligence à lui fournir tout le nécessaire, elle n'a que la ressource de s'adresser à une juridiction sommaire qui peut ordonner différentes mesures. C'est tout ce que lui accorde une loi de 1895.

Tout d'abord, la Cour peut autoriser la femme à ne plus habiter avec son mari et à conserver ses enfants ; elle peut condamner le mari à lui fournir par semaine une pension de deux livres sterlings. Ce système manque d'unité et nous ne voyons pas pourquoi les enfants ont une situation meilleure que celle de la femme ; ce n'est pas sans doute parce que la femme par son âge ou son expérience sera plus à même de se défendre que les enfants ; si elle peut mieux se protéger, elle est aussi plus exposée.

§ IV. — AUTRICHE

La loi autrichienne est aussi bien différente de la nôtre. Sans doute, comme dans notre Code civil, le mari est à la tête de la famille et dirige le ménage mais il jouit de droits excessifs que rien ne vient contrebalancer. Au point de vue du ménage, il peut en effet obliger sa femme à prendre sa part des charges ; elle au contraire n'a pas ce pouvoir ;

elle n'a aucune exigence, aucun droit à opposer et si son mari lui donne quelque récompense que ce soit, ce sera une pure donation. Cependant nous trouvons, au point de vue de l'entretien personnel des époux, une certaine compensation, dans l'obligation pour le mari de protéger et de fournir des aliments à sa femme ; la femme de son côté n'est pas soumise à cette obligation et nous voyons la raison de cette lacune dans la volonté qu'a eue le législateur de ne pas manquer de convenances en sanctionnant l'obligation de la femme. C'est ce même sentiment qui avait inspiré M. Goirand dans le texte de 1896 (1). Si en droit l'obligation n'existe pas, en fait cependant, la jurisprudence l'admet.

§ V. — BELGIQUE

La loi qui s'occupe de notre sujet est celle du 14 mars 1900, sur le contrat de travail, qui, dans son chapitre 5 règle la capacité de la femme.

Les articles qui concernent notre matière sont les articles 30, 31 et 32. Comme dans notre article 2 de la loi de 1907, le mari a un premier moyen d'arrêter les actes de sa femme et de la contraindre aussi à contribuer aux charges du ménage. « Sous quelque régime qu'elle soit « mariée, la femme peut sans le concours et à l'exclusion

(1) Voir *suprà*, pages 18 et suiv.

« de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher « son salaire et en disposer pour les besoins au ménage. » Si les époux travaillent ensemble, ces dispositions ne sont pas applicables ; c'est aussi ce que dit notre loi pour la première partie.

L'article 31 donne la procédure à suivre ; elle est plus simple que celle organisée pour l'application de la loi de 1907. D'après cette dernière en effet, le mari ne peut en France que s'adresser au président du tribunal, tandis que l'époux belge peut avoir recours à la simple autorisation du juge de paix. Cette autorisation sera accordée sur la requête verbale du mari et sera mentionnée dans l'exploit d'opposition. La loi de 1907 ne donne compétence au juge de paix que pour la saisie-arrêt. L'opposition dure jusqu'à la main-levée ; la signification du jugement d'opposition enlève toute validité au paiement qui serait fait sans en tenir compte. Aux termes de l'article 33, le juge compétent pour cette demande est celui de la résidence du mari ou s'il y a abandon du mari celui de la résidence de la femme.

Comme dans notre loi, le juge jouit d'un certain pouvoir d'appréciation, l'intérêt du ménage le guidera et il peut suivant les cas admettre l'opposition pour le tout ou pour partie, pour toujours ou pour un temps déterminé. Un changement survenant dans la situation des époux, ceux-ci pourront toujours faire modifier la décision du juge en lui demandant soit le retrait, soit la modification de son jugement. Voilà un système qui se rapproche singulièrement de la saisie de l'article 7.

§ VI. — ALLEMAGNE

La situation de la femme et ses droits sont réglés par le nouveau Code civil promulgué le 18 août 1896 et qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

L'article 1360 fait une obligation pour le mari « d'assurer « à sa femme un entretien convenable à sa situation, à sa « fortune et à ses facultés de travail » L'obligation est réciproque, car si le mari n'a pas les moyens suffisants pour s'entretenir, la femme doit aussi lui fournir « un « entretien conforme à sa situation sociale, à sa fortune et « à ses moyens de travail. » Nous avons déjà vu dans notre Code civil des dispositions semblables ; l'article 212 qui fait du secours et de l'assistance un devoir réciproque, l'article 1448 que sont venus compléter les dispositions de l'article 7 de la loi de 1907.

En cas de séparation de fait, la loi allemande a été plus prévoyante et si chez nous la jurisprudence a dû suppléer à l'insuffisance du Code, le nouveau Code civil allemand a réglé dans son article 1361 la situation des époux. Le mari doit d'abord fournir une rente en argent, puis donner encore « les objets nécessaires » pour tenir un ménage séparé. Le devoir alimentaire est donc formellement prévu et même exagéré, puisque argent et mobilier sont également exigés.

Le mari doit supporter sa part des charges et plusieurs

articles du Code allemand expriment la même obligation. L'article 1389 d'abord met à la charge du mari les dépenses du ménage; puis l'article 1427 s'occupe de celles du mariage. La femme de son côté doit apporter son aide et ne pas laisser à son époux toute la charge du foyer; d'après l'article 1427, elle lui fournit « une contribution « convenable sur les revenus de sa fortune et le produit « du travail ou l'industrie qu'elle occupe. » Nous n'avons rien de semblable chez nous et la femme ne doit une part des produits de son travail que si les revenus de ses apports ne suffisent pas.

Mais si la femme est ainsi obligée de fournir sa quote-part, ce n'est pas sans certaines garanties et l'article 1428, prévoyant le cas où le mari ne lui donnerait pas le nécessaire, l'autorise à se réserver une part de ses salaires pour les dépenser comme elle l'entend. Elle peut encore exiger que son mari dépense tout le revenu de ses biens si cela est nécessaire pour l'entretien du foyer et « sans qu'il y ait à tenir compte des autres obligations du mari » (art. 1389).

§ VII. — SUISSE

La Suisse est le pays qui fournit le plus de renseignements sur les droits réciproques des époux. Nombreux sont les cantons, nombreuses sont les lois car chacun a les siennes. On peut dire qu'en général les moyens mis à

la disposition de la femme sont l'emprisonnement ou l'internement dans une maison de travail ; telles sont les lois des cantons de Zurich, Lucerne, Schaffouse, Bâle, Fribourg.

Si l'abandon de la femme par le mari n'est pas érigé en délit, cependant différentes mesures la protègent, telles que : suspension de la vie commune, indemnité d'entretien, possibilité pour le juge d'ordonner aux débiteurs des époux de payer entre les mains de la femme.

Une des lois les plus intéressantes est celle du Canton de Neuchâtel du 12 février 1891 et c'est à la peine de l'emprisonnement qu'elle a recours ; mais ici la peine est de moins longue durée et se trouve graduée suivant le genre d'internement que subit le père trop oublieux de ses devoirs. Le résultat obtenu par cette mesure est, paraît-il, assez bon, aux dires du professeur Mentha, car la menace de la prison pousse alors les parents à endosser les charges du ménage ; les parents s'acquittent peut-être de ces charges : sans doute, mais alors ce n'est plus l'intéressé qui les supporte réellement et il y aurait lieu de lui appliquer la règle édictée que nous donne l'article 207 : « Celui
« qui abandonne sa famille ou la laisse sans secours
« sera puni d'un emprisonnement qui n'excèdera pas six
« mois et ne pourra pas être moindre d'un mois ou de
« l'internement d'un an au moins et de trois ans au plus
« dans une maison de travail ou de correction. Il pourra
« en outre être privé des droits civiques jusqu'à dix
« ans. »

Moins rigoureuse est la loi genevoise du 7 novembre 1894. Elle semble avoir avec la loi belge inspiré beaucoup notre loi nouvelle.

Dans son article 2, celle-ci pose le principe : « que la
« femme doit contribuer proportionnellement à ses facultés
« et à celles de son mari aux frais du ménage comme à
« l'entretien et à l'éducation de ses enfants. Toutefois les
« biens personnels de la femme ne répondent de ces der-
« nières dettes qu'à défaut de biens appartenant au mari
« ou à la communauté. »

La femme est ici tout à fait privilégiée et il eût été plus juste de ne pas lui donner un aussi grand avantage et de la forcer à contribuer également sur ses biens propres. Tout le poids du ménage va retomber sur le mari et le malheureux sera obligé de travailler double tandis que sa femme fera des économies.

L'article 5 permet à la femme de demander la séparation de biens, dès que le mari « ne remplit pas les obligations qui lui incombent en vertu des articles 61, 70, 72
« de la loi du 20 mars 1880 sur l'état civil, le mariage, le
« divorce. » Puis d'après un article 6, la femme peut obtenir pour elle et ses enfants une pension proportionnée aux ressources du mari ; elle peut faire sa demande après le jugement de séparation et même au cours de l'instance ; le juge a la faculté d'ordonner toute mesure pour assurer le payement de la dette alimentaire.

Les dispositions du nouveau Code civil Suisse sont plus nombreuses et plus intéressantes et bien compliquées sont

les phases par lesquelles elles ont passé avant d'aboutir au Code promulgué le 10 décembre 1907 et applicable le 1^{er} janvier 1912.

M. le professeur Huber avait rédigé un avant-projet en 1894, puis en 1900 en parut un autre ; les obligations résultant du mariage sont énumérées aux articles 159, 161, 163 puis dans toute une série d'articles, le Code prévoit les cas d'abandon, de séparation et de refus pour l'un ou l'autre époux de prendre sa part des charges.

Dans l'avant-projet de 1894, ces cas étaient ainsi réglés dans l'article 109 : « Si l'un des époux se conduit de manière
« à porter atteinte à l'union conjugale ou s'il ne remplit
« pas les obligations qui lui incombent de ce chef, le juge
« compétent a le droit d'intervenir sur la requête de
« l'autre époux afin de prendre les mesures nécessaires
« pour sauvegarder l'union conjugale. » Puis cet article ajoute que les dispositions pourront être modifiées si la situation change et il renvoie au droit cantonal pour son application.

M. Huber avait rédigé un projet pour l'application de cet article 109 ; dans un article 1 il édictait que : « L'époux
« lésé a la faculté de s'adresser au juge compétent pour
« sommer l'autre époux d'avoir à remplir ses obligations.
« Ces sommations, de même que celles adressées au mari
« d'avoir à fournir le travail nécessaire à l'entretien de
« la femme et des enfants sont rendues par le juge sur la
« seule requête de l'intéressé dès qu'elle lui paraît suffi-
« samment fondée et elles sont accompagnées pour le cas

« donné de la menace des mesures et déchéances prévue
« par la loi. »

L'article 2 portait : « L'époux sommé peut élever pro-
« testation devant le même juge sous condition de justifier
« sa conduite ou de donner des garanties. »

L'article 109 a subi bien des modifications, il a été rem-
placé dans l'avant-projet de 1900 par l'article 192 ainsi
conçu : « Lorsque l'un des époux ne remplit pas les devoirs
« qui lui incombent par rapport à l'union conjugale ou si
« par sa manière d'agir il expose son conjoint à péril, honte
« ou dommage, l'autre époux peut requérir l'intervention
« du juge. »

« Le juge devra sommer l'époux oublieux de ses devoirs
« d'avoir à les remplir et pour le cas où cette sommation
« n'aurait amené aucun résultat, il prendra les mesures
« nécessaires pour la protection de l'union conjugale. »

Le mari et la femme avaient été en 1894 l'objet de mesures
spéciales, et contre l'un et l'autre on avait proposé différents
moyens pour forcer les deux conjoints à l'accomplissement
des devoirs résultant du mariage.

Contre la femme, on avait pensé au retrait du droit de
représentation et à la privation du droit à l'entretien lors-
qu'elle abandonne le domicile conjugal sans motifs ; contre
le mari, la femme pouvait demander qu'on ordonne aux
débiteurs de son époux de payer entre ses mains (art. 194).
Enfin chaque conjoint pouvait poursuivre l'autre pour sa
contribution aux charges ; c'est déjà notre saisie. De ce

projet il ne reste pas grande chose ; on a craint des complications et beaucoup de points ont été abandonnés.

Nous retrouvons les obligations des époux et les moyens qui leur sont donnés pour en obtenir l'accomplissement aux articles 159 à 176, 183 et 214.

Après avoir posé les principes qui figurent aux articles 103, 212 et suivants de notre Code civil, le Code Suisse règle le cas d'abandon dans un article 169 : « Lorsqu'un « des époux néglige ses devoirs de famille ou expose son « conjoint à péril, honte ou dommage, la partie lésée peut « requérir l'intervention du juge. Le juge cherche à ramener « l'époux coupable et s'il n'y réussit pas, prend les mesures « prévues par la loi pour sauvegarder les intérêts de « l'union conjugale. » Le juge cherche donc à ramener l'époux coupable ; notre loi de 1907 ne prévoit rien de tel et le juge, sans conciliation préalable, autorise ou non la saisie ; sur ce point le Code Suisse nous est supérieur, car le juge n'a recours aux mesures graves qu'en cas d'échec de ses tentatives pour ramener la bonne entente. L'article suivant 170 donne au juge le droit de régler les subsides à verser par l'époux coupable à l'autre ; notre loi de 1907 donne le même pouvoir d'appréciation au juge de paix.

L'article 171 est celui qui a inspiré notre article 7 ; mais nous remarquons que cet article ne restreint pas le droit de l'autre conjoint aux seuls salaires des produits du travail, il l'étend à toutes les sommes qui pourront être dues ; « le juge peut prescrire aux débiteurs des époux, « d'opérer tout ou partie.... », le législateur a employé, ici des mots

vagues qui étendent singulièrement la portée de la loi.

L'article 172 ressemble à l'article 10 *in fine*, car comme lui, il décide que le jugement rendu par le juge pourra être modifié si les circonstances qui l'ont rendu nécessaire changent. Les trois derniers articles que nous venons de voir se rapprochent singulièrement des dispositions de notre loi de 1907.

Le Code suisse interdit ensuite dans un article 173 l'exécution forcée contre l'un des deux époux; ceux-ci ne pourront y avoir recours que dans les cas prévus par la loi notamment quand l'un des époux néglige de donner à l'autre les subsides qu'il lui doit en vertu d'une décision du juge.

Quand le mari néglige l'entretien de sa femme et de ses enfants, la femme peut recourir à la séparation de biens. Le mari (art. 246) peut exiger, s'il le veut, que sa femme contribue aux charges du ménage et si une difficulté s'élève à ce sujet, les époux s'en rapporteront au juge qui fixera la part à supporter par chacun d'eux.

Voilà toute une suite de dispositions plus nombreuses que dans notre loi, mais comme le fait remarquer M. Saleilles, l'application n'en n'est possible dans les conflits domestiques, que parce qu'il existe en Suisse une justice familiale : le juge des tutelles. La même institution existe en Allemagne et elle fait totalement défaut chez nous. Le juge de paix pourrait en France jouer le même rôle, mais la loi de 1907 ne lui a donné aucun pouvoir à cet effet et il ne peut intervenir que quand les choses

vont déjà mal entre les deux époux, que quand il y a déjà refus, abandon, séparation de fait. Nous verrons dans la conclusion que sur ce point la seconde partie de notre loi a manqué un peu son but.

CONCLUSION

Le Code de 1804 avait donc placé la femme dans une situation inférieure; vivant en commun ou séparée de son mari, elle n'avait en somme pas de moyen bien pratique pour le forcer à prendre sa part des charges du ménage; seul le droit de payer elle-même les fournisseurs avec ses revenus lui était donné dans un cas et dans l'autre, les juges hésitaient à reconnaître une séparation qui était une atteinte aux articles du code et ne l'admettaient que pour des cas déterminés. Ce n'est qu'à grand peine et par une procédure longue et coûteuse que la femme chassée ou obligée de s'en aller pouvait obtenir quelque pension.

Si dans les classes riches ou aisées le contrat de mariage et les mœurs suffisaient le plus souvent à combler des inégalités trop criantes, en était-il de même dans les ménages pauvres ou peu fortunés. Qu'importe pour des époux qui n'ont rien un contrat de mariage; il faudra aller chez le notaire et cet homme de loi effraie quelquefois et puis cela entraîne à des frais. On vit au jour le jour sans

souci du lendemain, sans penser qu'un mauvais vent pourra peut-être faire chavirer la barque déjà conduite avec tant de prévoyance et d'économie.

Qu'importent les mœurs pour un mari débauché ; aux demandes de sa femme, il répondra le plus souvent par des coups. Comme le disait si justement M. Glasson, notre Code est fait pour la classe aisée, mais non pour les femmes d'ouvriers ; « il est la loi d'une société bourgeoise « et de familles qui possèdent un patrimoine plus ou « moins considérable, mais ce n'est pas le Code du travail « ni du travailleur (1). » Il eut été cependant juste de donner à la femme plus de droits ; à défaut de capital, il y avait les revenus du travail à protéger et même pour la classe riche que peut le contrat, si le mari gaspille ou oublie ses devoirs envers les siens ? « Le Code de 1804 ne « s'est préoccupé que des femmes possédant une dot ou « recueillant un héritage ; il n'a cherché qu'à leur garantir « leur fortune propre, sans s'inquiéter de leur salaire ou « du produit de leur travail (2). »

Sous la pression des idées et des faits économiques nouveaux, une réforme était urgente et ce que le Code n'avait pas fait, une loi devait le faire ; ce fut l'œuvre de la nôtre et encore étions-nous bien en retard sur les autres pays. La femme n'est plus « en pension chez son mari » ; ils sont tous deux sur le même pied d'égalité, il y a iden-

(1) Morizot-Thibault, *L'autorité maritale*, p. 15.

(2) Rapport de M. Guillier au Sénat, *J. off.*, sept. 1907, p. 54.

tité de traitement entre eux et la vieille théorie du mandat tacite fléchit enfin. La femme qui traite désormais pour les affaires du ménage, obligera de son chef mari et communauté et le mari à son tour obligera dans le même cas communauté et biens réservés. Plus de révocation possible, plus d'application des règles du mandat et le mari qui voudrait se prévaloir de celles-ci échouerait devant les termes formels de la loi de 1907.

Deux idées ont guidé cette loi : donner à la femme plus de prérogatives et assurer à la famille « le pain quotidien » (1) en donnant à chacun des époux une arme facilement maniable : la saisie réciproque devant le juge de paix.

La première partie de la loi a incontestablement beaucoup modifié la situation de la femme ; elle lui donne plus d'indépendance ; celle-ci n'est plus à la merci de la volonté de son époux exigeant ses salaires, et la seconde partie a simplifié et élargi des règles bien timidement admises auparavant. Dans son ensemble l'œuvre est bonne, mais elle n'est pas exempte de toute critique. Quelques lacunes encore auraient pu être comblées.

Incomplète en effet est la loi de 1907 ; elle donne à chacun des époux le droit de saisir les salaires ou produits du travail de l'autre, mais les autres revenus ? La loi n'en parle nullement. Le législateur sans doute a eu surtout en vue les ménages d'ouvriers, mais trouvons-nous dans

(1) Lalou, *op. cit.*

notre loi un seul article en restreignant ainsi la portée, avons-nous une seule disposition fixant un chiffre maximum comme dans certaines lois précédentes ? Rien de tout cela n'existe et ainsi que nous l'avons montré, il nous faut bien en conclure que la loi de 1907 est une loi générale ; riches ou pauvres, industriels ou ouvriers pourront s'en réclamer et il est alors à présumer qu'en dehors des salaires ou produits du travail quels qu'ils soient, il y aura d'autres revenus provenant de capitaux donnés ou échus par succession par exemple. Ceux-ci sont exclus de la loi ; envisageons entre autres la situation d'un ménage où le mari exerce une de ces carrières honorifiques qui ne donnent que de très faibles appointements. Une certaine fortune est nécessaire dans ce cas et si c'est le mari qui la possède, il pourra alors se jouer à sa guise de son ménage ; la femme aura sans doute la faculté de saisir ses appointements, deux mille francs peut-être ! Qu'est cette somme pour un ménage habitué à un certain luxe et obligé de tenir un rang. Les autres revenus de son époux ne lui sont pas fermés ; soit, mais elle n'a que la ressource de l'ancienne procédure compliquée et onéreuse avec toute sa longue théorie d'actes de procédure. S'il y a urgence, on entrevoit facilement toutes les difficultés qui vont en résulter.

La loi de 1907 met à la disposition des époux deux moyens : l'un la saisie, que nous connaissons, et l'autre l'opposition dont le mari seul peut user quand sa femme dilapide ses revenus ou gère mal. Était-il utile de créer

pour ces deux cas deux procédures, deux compétences différentes : celle du juge de paix pour la saisie, celle du tribunal pour l'opposition ? L'opposition peut être moins grave que la saisie ; il est possible en effet qu'elle ne s'applique qu'à un cas et pour une seule fois déterminée ; elle n'est pas toujours générale ; il y aura peut-être urgence, pourquoi alors ne pas avoir généralisé une procédure si simple que devait au cours de la loi établir l'article 7 ?

Incomplète encore est la loi dans son défaut de sanction et c'est là le point le plus grave qui compromettra, craignons-nous, son effet pratique. Bien entendu on ne pourrait sanctionner par des mesures judiciaires les devoirs que crée le mariage et dans l'avant-projet de 1894 du nouveau Code civil suisse, M. le professeur Huber disait justement : « Il « est exact de dire que le lien conjugal a un caractère si « éminemment moral que des mesures de contrainte ne « peuvent aboutir à rien sans empiéter sérieusement sur « la personnalité des conjoints. Mais rien ne met obstacle « à ce que des mesures judiciaires soient instituées pour « protéger l'un des époux contre l'autre, soit dans leurs « rapports entre eux, soit dans leurs relations avec les « tiers. »

L'insuffisance de la saisie apparaît nettement dans certains cas : les débiteurs du mari, si celui-ci est médecin, peuvent être inconnus de la femme ; dès lors à qui signifier la saisie ? Le mari peut changer chaque jour de domicile ou d'atelier, à quoi bon alors être allé devant le juge de paix ? Cependant, il est vrai, ce changement d'atelier

peut présenter pour l'ouvrier des difficultés ; il peut s'être spécialisé dans un métier et toucher de ce fait un salaire élevé ; il connaît les outils, la machine qu'il emploie et peut-être hésitera-t-il à vagabonder pour éluder ses devoirs de famille.

M. Charmont (1) en 1901 faisait appel au droit pénal en réclamant pour le mari coupable la prison ; il voulait que l'on étendit les articles 349 à 353 du Code pénal et la loi du 19 avril 1898. La femme n'était pas passible des mêmes rigueurs.

Quelques lois, il est vrai, étaient allées jusque-là et nous avons vu qu'en Norvège, en Angleterre, en Suisse, le législateur n'avait pas hésité à punir d'emprisonnement ou à mettre dans une maison de force le mari oublieux de ses devoirs. L'abandon du mari, si le ménage est sans ressources amène la misère, la maladie, la mort peut-être ; il pousse la femme à l'inconduite et au vagabondage et n'est-il pas juste que de tels faits soient réprimés ?

S'il est vrai de dire qu'on ne peut s'immiscer dans les querelles du foyer et que les mesures prises par certaines lois étrangères sont trop rigoureuses et ne peuvent être appliquées dans une société comme la nôtre, vaut-il mieux alors laisser femme et enfants sans ressources par respect de tous ces principes exagérés ? La morale et les mœurs, dira-t-on, sont les seuls moyens de remonter le courant

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1901-1902. Note de M. Charmont.

qui chaque jour se fait plus fort. *Quid mores sine legibus!* les mœurs sont bien loin de suffire aujourd'hui, car il est un fait certain depuis quelques années c'est que le nombre des divorces augmente et, si les mœurs peuvent avoir quelque influence dans certains milieux, quelle sera-t-elle dans les milieux ouvriers ? On se plaint du nombre croissant des unions libres, de la diminution de la natalité, mais il faut bien se dire que le mariage n'est pas entouré de garanties suffisantes.

Dans un tel état de choses, nous ne serions pas éloignés d'adopter un système de contrainte par corps à l'exemple de la loi norvégienne et qui consisterait à placer le mari dans une maison de travail obligatoire où il exécuterait un travail soit pour l'État, soit pour les particuliers, et dont le produit serait affecté aux besoins du ménage. Nous évitons ainsi la peine de l'emprisonnement que plusieurs états étrangers ont adoptée et qui au fond serait une pénalité vaine ; il ne faudra y avoir recours que quand l'abandon ou la négligence du mari aurait amené la mort d'un des membres de la famille.

On a émis des doutes sur l'utilité de la première partie de la loi de 1907 disant que le mari userait toujours de la force pour se faire remettre le salaire de sa femme, mais ne pouvons-nous avoir ces mêmes doutes pour la seconde partie ? Ne pouvons-nous pas dire que quels que soient les moyens proposés il nous faut constater que ce ne sont là que des moyens extrêmes ; que quand on en arrivera à les employer, les choses seront déjà bien avancées dans les

milieux aisés et la bonne entente des époux bien compromise et dans les ménages ouvriers, le mari usera certainement de la force du poignet. La loi devrait être appuyée par les mœurs et nous arrivons alors à un cercle vicieux : *Quid leges sine moribus!*

La loi est encore trop récente pour donner une solution définitive et cependant la plupart des décisions rapportées dans les recueils de jurisprudence ont trait à la seconde partie de la loi de 1907. Nous croyons que pour des époux vivant en commun, on peut appliquer aux articles 7 et suivants les craintes que l'on émettait pour la première partie. La procédure de la loi de 1907 servira surtout pour le cas de séparation de fait et la pratique nous montre que c'est principalement dans cette hypothèse que des saisies ou des oppositions ont été faites.

Vu :

Le Président de la thèse,
ALBERT TISSIER.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE.....	1
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

La loi de 1907

CHAPITRE I. — LES ORIGINES DE LA DEUXIÈME PARTIE DE LA LOI..	15
CHAPITRE II. — SITUATION RÉCIPROQUE DES ÉPOUX.....	25
§ I. — <i>Droits de révocation et de saisie</i>	25
§ II. — <i>Nature de la saisie-arrêt</i>	28
§ III. — <i>Charges du ménage</i>	30
§ IV. — <i>Dans quel cas y a-t-il non contribution?</i>	33

CHAPITRE III. — BIENS SUSCEPTIBLES DE SAISIE.....	35
§ I. — <i>Économies</i>	36
§ II. — <i>Arrérages des pensions de retraite</i>	38
§ III. — <i>Biens insaisissables</i>	40
§ IV. — <i>Intérêts de capitaux engagés</i>	43
§ V. — <i>De certains revenus</i>	44
CHAPITRE IV. — CONDITIONS DE LA SAISIE.....	48
CHAPITRE V. — PROCÉDURE.....	57
SECTION I. — <i>Compétence du Juge de Paix</i>	57
SECTION II. — <i>Introduction et marche de l'instance</i>	62
SECTION III. — <i>Jugement et pouvoir du juge</i>	67
SECTION IV. — <i>Exécution et effets des jugements</i>	74
SECTION V. — <i>Modification du jugement et voies de recours</i> .	79
SECTION VI. — <i>Enregistrement</i>	83

DEUXIÈME PARTIE

Législations étrangères

CHAPITRE UNIQUE. — LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.....	85
§ I. — <i>Massachussets</i>	86
§ II. — <i>Norwège</i>	86
§ III. — <i>Angleterre</i>	87
§ IV. — <i>Autriche</i>	88

TABLE DES MATIÈRES	111
§ V. — <i>Belgique</i>	89
§ VI. — <i>Allemagne</i>	91
§ VII. — <i>Suisse</i>	92
CONCLUSION	101

